

# Insolvency Bulletin

# Bulletin sur l'insolvabilité

Issued by the Office of the  
Superintendent of Bankruptcy

Publié par le Bureau du  
Surintendant des faillites

January 1982 Vol. 2 No. 1

Janvier 1982 vol. 2 n° 1

Canada





## Table of Contents

## Schéma du contenu

### PART II

#### BANKRUPTCY AND INSOLVENCY

Priority for Provincial Statutory Trusts and Lien Claims on Bankruptcy .....	2
Summary of a Recent Judgment .....	7
Information Statement Amendments to the Rules under the Bankruptcy Act.....	9
Information Statement Statement of Affairs of Non-Business Bankrupt (Form 74A, formerly 61A).....	10
Information Statement Certificate of Official Receiver of Appointment of Trustee (Form 33) .....	14
Information Statement Filing Information Sheet.....	16
Information Statement Consultation with Creditors before appointing a Trustee.....	19
Information Statement Joint Assignments .....	25
Information Statement Trustee General Bond and Individual Estate Bond .....	26
Address of Offices where Bankruptcy Proceedings are Filed.....	28
Index of Bankruptcy Proceedings .....	29
Bankruptcy Proceedings filed during the month of December ...	30
Statistics.....	55
Trustee Licences issued during the month of December.....	61

### PARTIE II

#### FAILLITE ET INSOLVABILITÉ

Priorité accordée aux fidéicommiss légaux et aux réclamations privilégiées des provinces en matière de faillite .....	2
Sommaire d'un jugement récent.....	7
Circulaire d'information Changements aux règles régissant la faillite .....	9
Circulaire d'information Bilan d'un failli non-commerçant (Formule 74A, antérieurement 61A) .....	10
Circulaire d'information Certificat de la nomination du syndic par le séquestre officiel (Formule 33) .....	14
Circulaire d'information Formulaire de renseignements.....	16
Circulaire d'information Consultation auprès des créanciers préalablement à la nomination du syndic .....	19
Circulaire d'information Cessions conjointes.....	25
Circulaire d'information Cautionnement général du syndic et cautionnement de l'actif .....	26
Adresse des bureaux où les procédures de faillites sont déposées.....	28
Index des procédures de faillites .....	29
Procédures de faillites déposées au cours du mois de décembre .....	30
Statistiques.....	55
Licences de syndics émises au cours du mois de décembre ...	61

The following article by Robert G. MacKeigan is the text of an address which he gave to the delegates of the Canadian Insolvency Association who were attending their annual convention in Halifax in September of 1981. Mr. MacKeigan is a Halifax lawyer specializing in insolvency matters with the law firm Cox, Downie, Nunn and Goodfellow.

L'article qui suit, de Robert G. MacKeigan, est le texte du discours que ce dernier a prononcé devant les délégués du Conseil Canadien d'Insolvabilité qui assistaient à leur assemblée annuelle tenue à Halifax en septembre 1981. M. MacKeigan, de la firme Cox, Downie, Nunn et Goodfellow, est un avocat qui se spécialise dans le domaine de l'insolvabilité.

## Priority for Provincial Statutory Trusts and Lien Claims on Bankruptcy

## Priorité accordée aux fidéicommiss légaux et aux réclamations privilégiées des provinces en matière de faillite

I am happy to have the opportunity of speaking briefly to you this afternoon. Although with some fear and trepidation in attempting to act as a substitute for the Attorney General of Nova Scotia. I wish to discuss an area of Insolvency Law of much current debate in legal circles, which recently arose in this Province in a case I had with the Attorney General's Department earlier this year. The area is that of the priority for Provincial Statutory Trusts and Lien Claims on Bankruptcy.

Je suis heureux de pouvoir brièvement vous adresser la parole cet après-midi, bien que ce ne soit pas sans appréhension que je tenterai de remplacer le procureur général de la Nouvelle-Écosse. J'aimerais discuter d'un domaine du droit de l'insolvabilité qui est très controversé actuellement dans les milieux juridiques de cette province, en raison d'une affaire qui m'a récemment opposé, plus tôt cette année, au procureur général. Il s'agit de la priorité accordée aux fidéicommiss légaux et aux réclamations privilégiées des provinces en matière de faillite.

This area has always been one of concern, and sometimes frustration, for both trustees and estate solicitors. Provincial legislatures have been limited only by their imaginations in attempting to evolve schemes which would enable them to avoid the status of preferred creditors under section 107 of the Bankruptcy Act, and gain priority for Crown agencies, employees and others, in the distribution of assets on bankruptcy. They have used "liens", "trusts", "mortgages", "charges", and deemed versions of all of these, and in the process have complicated, confused and stymied logical analysis of priorities on bankruptcy.

Ce domaine a toujours suscité des inquiétudes, et parfois des frustrations, tant pour les syndics que pour les procureurs chargés d'actifs. Les législatures provinciales ont donné libre cours à leur imagination pour tenter d'élaborer des tactiques leur permettant d'éviter le statut de créanciers privilégiés prévu à l'article 107 de la Loi sur la faillite, et d'accorder une priorité aux organismes de la Couronne, aux employés et autres pour la répartition des avoirs de la faillite. Elles ont eu recours aux "privilèges", aux "fidéicommiss", aux "hypothèques", aux "charges" et à des variantes diverses, mais n'ont fait que rendre l'analyse logique des priorités encore plus compliquée, confuse et indéchiffrable.

Furthermore, this area has, as many of you will know, recently become an area of special interest in the wake of the decision of the Supreme Court of Canada in late 1979 in the case of *Re: Bourgault*, (sometimes referred to as *The Rainville* case), in which that court made a significant and, I might say, welcome departure from the previously accepted line of authority laid down by certain provincial appeal courts.

En outre, comme bon nombre d'entre vous le savent, la question soulève un surcroît d'intérêt depuis la récente décision rendue par la Cour suprême du Canada, à la fin de 1979, dans l'affaire *Bourgault* (parfois citée comme l'affaire *Rainville*). En effet, la cour s'est écartée grandement, et je dirais, à la satisfaction des observateurs, de la tendance antérieurement acceptée qui avait été établie par certaines cours d'appel provinciales.

I have had some personal interest in the general area, and the outcome of the *Bourgault* case, as the result of my involvement in the case of *Re: Black Forest Restaurant* in which the Nova Scotia Supreme Court (including of late the Appeal Division of that court) adopted and extended somewhat the holding of the Supreme Court of Canada in *Re: Bourgault*. The trial decision together with a criticism is contained in the C.B.R. issue I received last week. The Appeal Court decision was in July and is not yet reported.

Je me suis personnellement intéressé à ce domaine général et à l'issue de l'affaire *Bourgault*, (à la suite de ma participation dans l'affaire du restaurant *Black Forest*, dans laquelle la Cour suprême de la Nouvelle-Écosse (y compris l'ancienne division d'appel de cette Cour) a adopté et élargi quelque peu le jugement de la Cour suprême du Canada dans l'affaire *Bourgault*. La décision de première instance, accompagnée d'une critique est publiée dans l'édition du C.B.R. que j'ai reçue la semaine dernière. La Cour d'appel a rendu sa décision en juillet et celle-ci n'a pas encore été publiée.

It is clear that Parliament has, under section 91(21) of the British North America Act, exclusive authority in Canada to make laws respecting bankruptcy. It has been held that this jurisdiction includes the legislative power to determine the relative priorities of creditors under a bankruptcy.

Il est clair que le Parlement, en vertu de l'article 91(21) de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, a le pouvoir exclusif au Canada de légiférer en matière de faillite. Il a été jugé que cette compétence inclut le pouvoir législatif de déterminer les priorités relatives des créanciers dans une faillite.

The legislative history of the Bankruptcy Act, I suggest, supports the view that the present Act reflects Parliament's intention to establish conclusively, comprehensively and in abrogation of Provincial Law to the contrary, the priority of various claims in bankruptcy. In enacting the Bankruptcy Act of 1949, Parliament substantially altered the law relating, *inter alia*, to the priority available for claims of the provincial Crown against bankrupt estates and an equivalent provision in prior Acts, saving certain provincial liens and charges from the operation of the provisions of the Act relating to priority on distribution.

J'estime que l'historique de la Loi sur la faillite confirme l'opinion suivant laquelle la Loi actuelle reflète l'intention du Parlement d'établir de manière décisive et complète, et ce en abrogeant les lois provinciales à l'effet contraire, la priorité des diverses réclamations ou créances dans le domaine de la faillite. En adoptant la Loi sur la faillite en 1949, le Parlement modifiait considérablement la loi, entre autres, en ce qui concerne la priorité dont jouissaient les réclamations de la Couronne provinciale sur l'actif d'un failli ainsi qu'une disposition semblable figurant dans les lois antérieures et préservant certains droits et charges provinciaux de l'application des dispositions de la Loi concernant la priorité de la répartition.

Additionally, the new Act provided a specific category of priority for claims of the Crown, regardless of statutory provisions to the contrary in section 107(1)(j).

De plus, la nouvelle loi prévoyait une catégorie distincte pour les réclamations de la Couronne, sans égard aux dispositions à l'effet contraire de l'alinéa 107(1)j).

The inference which may be taken from these changes, and the argument which I have presented to the court in the *Black Forest* case with respect to them is that, in altering the framework for distribution of the assets of bankrupt estates in the way that it did, Parliament intended to eliminate the authority which it had previously left with the provinces to determine certain priorities on bankruptcy, apart from and in excess of the priorities afforded in the Bankruptcy Act. This legislative amendment is more than 30 years old but it is just now receiving what I think is a proper recognition.

Until recently there have been two broad and competing lines of authority in Canadian jurisprudence respecting the status of provincial statutory lien claims on bankruptcy. One of these lines of authority derives from the decision of the Saskatchewan Court of Appeal in *Canadian Credit Men's Trust Association v. Carman Block*, and the subsequent decision of the Supreme Court of Canada in *Re: Gingras*.

Each case involved the case of a landlord to rank, as regards arrears of rent as a "secured creditor" in respect of a bankrupt estate within the meaning of section 2 of the Bankruptcy Act, by virtue of provincial law. In each case it was held that provincial law could not be effective to confer upon landlords' claims for rent secured status under the Bankruptcy Act, in view of the provisions of section 107(1)(f) which specifically provided for the extent of priority for rent claims on bankruptcy. Inasmuch as provincial law attempted to confer a higher priority than that provided for by that paragraph, there was a conflict between federal and provincial legislation in a field of clear federal jurisdiction, and the Bankruptcy Act prevailed.

Other cases have indicated that it is to the Bankruptcy Act alone that one looks for the priorities in cases of bankruptcy for such things as business taxes and ignoring the first charge provisions in provincial statutes.

I argued in the *Black Forest* case that what emerges from *Re: Gingras*, and the cases which follow its evident line of reasoning, is the proposition that provincial statutes may not raise in priority the claims of the Crown in right of the province, beyond that conferred in section 107 of the Bankruptcy Act, by purporting to make those claims "secured" claims within the meaning of section 2 of that Act. In these cases, the judges have taken the view that Parliament, in using the express language of 107(1)(j), has made clear its intention to confine claims of the Crown to the priority conferred by that paragraph, except where a higher priority is conferred by the preceding paragraphs of section 107. Furthermore, in enumerating certain specific claims as preferred claims in the other paragraphs of section 107, Parliament obviously intended thereby to define the full extent of their priority on bankruptcy. Statutory formulations which, by the use of the terminology of section 2 of the Act, appear to bring claims of the provincial Crown (or others) out of the preferred creditor status assigned to them by section 107 and into secured creditor status under section 2 and the opening words of section 107, will not be permitted to accomplish that objective and thereby to derogate from the manifest intention of Parliament.

The other line of authority respecting priorities on bankruptcy for claims of the provincial Crown, has been, until recently, the favoured view in the majority of cases on the topic. This view holds that statutes of the provinces may confer a priority for claimants against the estate of a bankrupt higher than that available under section 107 of the Bankruptcy Act, by statutory wording constituting such claimants secured creditors within the meaning of section 2 of that Act. It has been accepted by some courts that such provincial legislation is not in conflict with section 107 of the Bankruptcy Act, but brings "statutorily secured" claimants within the terms of the exception of the scheme of distribution to creditors preferred under section 107, which is granted to secured creditors in the opening words of that section.

On peut donc déduire de ces modifications et de l'argument que j'ai présenté à la Cour à ce sujet dans l'affaire *Black Forest* est qu'en modifiant comme il l'a fait le cadre du partage des biens de l'actif de la faillite, le Parlement avait l'intention d'éliminer les pouvoirs antérieurement laissés aux provinces pour déterminer certaines priorités en matière de faillite, indépendamment et en plus des priorités prévues par la Loi sur la faillite. Cette modification a plus de 30 ans, mais c'est seulement maintenant qu'on lui accorde l'importance qu'à mon sens elle mérite.

Jusqu'à ces toutes dernières années, deux grandes tendances avaient cours, dans la jurisprudence canadienne, concernant la situation des réclamations privilégiées légales des provinces en matière de faillite. L'une d'elles découle de la décision de la Cour d'appel de la Saskatchewan dans l'affaire *Canadian Credit Men's Trust Association c. Carman Block* (et du jugement subséquent de la Cour suprême du Canada dans l'affaire *Gingras*).

Dans les deux cas, il s'agissait pour un propriétaire réclamant des arrérages de loyer en tant que "créancier garanti" sur l'actif d'un failli aux termes de l'article 2 de la Loi sur la faillite, sous le régime d'une loi provinciale. Il fut jugé dans chaque cas que la loi provinciale ne pouvait accorder le statut de créancier garanti pour les créances de loyer du propriétaire, en vertu de la Loi sur la faillite, compte tenu des dispositions de l'alinéa 107(1)(f) qui prévoit expressément que les créances de loyer soient considérées prioritaires. Dans la mesure où la loi provinciale tente d'accorder une priorité plus grande que celle prévue par cet alinéa, il existait un conflit entre la loi provinciale et la loi fédérale dans un domaine manifestement de compétence fédérale, et la Loi sur la faillite prévalait.

D'autres causes ont indiqué qu'il faut tenir compte seulement de la Loi sur la faillite pour déterminer les priorités dans les affaires de faillite, pour les taxes d'affaires, par exemple, ne pas tenir compte des dispositions sur les premières charges des lois provinciales.

J'ai prétendu dans l'affaire *Black Forest* que d'après l'affaire *Gingras*, et d'autres causes qui ont suivi le même raisonnement, les lois provinciales ne peuvent pas accorder aux créances de la Couronne du chef de la province une priorité supérieure à celle qui prévue à l'article 107 de la Loi sur la faillite, en cherchant à faire de la Couronne un créancier "garanti" au sens de l'article 2 de ladite Loi. Dans ces affaires, les juges ont émis l'avis que le Parlement, en utilisant le libellé précis de l'alinéa 107(1)(j), a manifestement voulu limiter les réclamations de la Couronne à la priorité accordée à cet alinéa, sauf lorsqu'une priorité plus grande est prévue par les alinéas précédents de l'article 107. En outre, en classant certaines réclamations parmi les créances privilégiées dans les autres alinéas de l'article 107, le Parlement a manifestement cherché à définir la portée totale de leur priorité dans le domaine de la faillite. Les énoncés statutaires qui, en utilisant les termes de l'article 2 de la Loi, semblent exclure la Couronne provinciale (ou d'autres) du statut de créancier privilégié qui leur est accordé par l'article 107 et leur accorder le statut de créancier garanti prévu aux termes de l'article 2 et de l'introduction de l'article 107, ne pourra atteindre cet objectif et déroger ainsi à l'intention manifeste du Parlement.

La seconde tendance concernant la priorité à accorder aux réclamations de la Couronne provinciale a été, jusqu'à récemment, l'avis prépondérant dans la majorité des causes de cette nature. Suivant ce courant, les lois provinciales peuvent accorder à des créanciers une priorité supérieure à celle que prévoit l'article 107 de la Loi sur la faillite grâ un énoncé statutaire faisant de ces réclamants des créanciers garantis aux termes de l'article 2 de la Loi. Certaines cours ont jugé que ces lois provinciales ne vont pas à l'encontre de l'article 107 de la Loi sur la faillite, mais qu'elles rendaient applicable aux réclamants "légalement garantis" les modalités d'exception du plan de répartition pour les créanciers privilégiés en vertu de l'article 107, ce qui est accordé aux créanciers garantis dans l'introduction de cet article.

Re: *Clemenshaw* a division of the British Columbia Court of Appeal, is the leading case in this line of authority. Fundamental to this approach is the view that Parliament did not in the terms of section 107, intend to deal exhaustively with the matter of priority for claims of the Crown on bankruptcy. Rather, it is argued that Parliament provided in section 107 a scheme of minimum preferences for certain claims, including claims of the Crown, but did not intend to alter provincial law concerning a higher priority status.

As I have been suggesting, the most recent Supreme Court of Canada case squarely to address the issue of provincial Crown priorities on bankruptcy is Re: *Bourgault*, and it would appear to have settled conclusively, in favour of the Re: *Gingras* approach to the position of provincial Crown claimants. This case centred around the claim of the Deputy Minister of Revenue of Quebec that he was a secured creditor under the Bankruptcy Act for an amount of unpaid sales taxes.

Mr. Justice Pigeon, in the majority judgment, found that the claim in question was a claim of the Crown within the meaning of section 107(1)(j) despite the use of language in the Retail Sales Tax Act which suggested that the claim was intended to be a secured one within the meaning of the Bankruptcy Act, and that therefore the claim had the status only of a preferred claim under 107(1)(j).

I took the position before our Trial and Appeal Divisions based on certain comments of Mr. Justice Pigeon, that Re: *Bourgault* had established the following general principles:

- (1) The general rule that the rights of secured creditors are excepted from the framework of priorities set down in section 107 is subject to, and restricted by, the explicit provisions of 107(1)(j), and the other paragraphs of that section. These paragraphs serve to take the claims enumerated therein (e.g. for rent, wages, municipal taxes, workers' compensation assessments, etc.), out of the field of secured interests which parliament intended to preserve in the operation of section 107 by the opening words of that section. Otherwise the Provincial legislatures could at a stroke, by the appropriate enactments, completely undermine the system of preferred claims under section 107 and thereby the entire scheme of distribution on bankruptcy.
- (2) This interpretation of section 107 does not, of course, mean that the provincial Crown may never be a secured creditor within the meaning of the Bankruptcy Act. The definition of secured creditors is governed in its meaning by the intention of Parliament manifest in the overall scheme of distribution on bankruptcy provided for in the rest of the Act. Parliament did not intend, and on the authority of the *Bourgault* case, section 2 of the Bankruptcy Act cannot be taken to mean, that debts due to a province, secured by statute, constitute the provinces secured creditors within the meaning of the Bankruptcy Act. Provinces may become secured creditors only by means of interests which, in the words of Mr. Justice Pigeon, "may be obtained by anyone under general rules of law". But the *Statutory Enhancement of claims*, so as to undermine the intent expressed by Parliament in section 107, is constitutionally ineffective.

The final point arising out of *Bourgault* is that the reasoning employed by the British Columbia Court of Appeal in Re: *Clemenshaw*, and by other courts which have adopted its interpretation and followed for the last 20 years, would appear to be in error.

L'affaire *Clemenshaw*, jugée par la Cour d'appel de la Colombie Britannique, est la cause principale qui révèle cette tendance. Le point fondamental de cette approche est que le Parlement n'avait pas l'intention, dans l'article 107, de traiter exhaustivement la question des priorités des créances de la Couronne en matière de faillite. Il y énonçait simplement un ensemble de privilèges de base pour certaines réclamations, y compris les réclamations de la Couronne, mais sans vouloir modifier les lois provinciales qui prévoieraient une priorité plus élevée.

Comme je l'ai mentionné, l'affaire *Bourgault* est la dernière cause dont la Cour suprême du Canada a été saisie, et qui portait justement sur la priorité de la Couronne provinciale en matière de faillite; or, elle semble s'être rangée de manière décisive en faveur de l'approche adoptée dans l'affaire *Gingras* vis-à-vis de la position des réclamants de la Couronne provinciale. La cause était axée sur l'allégation du sous-ministre du Revenu du Québec voulant qu'il soit un créancier garanti en vertu de la Loi sur la faillite pour un certain montant de taxes de vente impayées.

Parce qu'il s'agissait d'une réclamation de la Couronne au sens de l'alinéa 107(1)j), en dépit du libellé de la Loi sur la taxe de vente au détail selon laquelle la créance était garantie au sens de la Loi sur la faillite, et que, par conséquent, la réclamation avait seulement le caractère d'une réclamation privilégiée en vertu de l'alinéa 107(1)j), le juge Pigeon a décrété, dans le jugement majoritaire, qu'il s'agissait d'une réclamation de la Couronne au sens de l'article 107(1)j).

J'ai fait valoir, devant la division de première instance et la division d'appel, en me fondant sur certaines observations du juge Pigeon, que l'affaire *Bourgault* avait établi les grands principes suivants:

- (1) la règle générale voulant que les droits des créanciers garantis soient exclus du cadre des priorités établi à l'article 107 est assujettie aux dispositions expresses de l'alinéa 107(1)j) et aux autres alinéas de cet article qui la restreignent. Ces alinéas ont pour objet de retrancher les créances énumérées dans les présentes (p. ex. loyer, salaires, taxes municipales, cotisations d'indemnités des travailleurs, etc.) du domaine des intérêts garantis que le Parlement voulait préserver dans l'exécution de l'article 107 par l'introduction de cet article. Autrement, les législatures provinciales pourraient d'un seul coup bouleverser par un texte législatif approprié, le système des réclamations privilégiées établi en vertu de l'article 107 et, par conséquent, la totalité du plan de répartition dans le domaine de la faillite.
- (2) Bien sûr, l'interprétation de l'article 107 ne signifie pas que les Couronnes provinciales ne peuvent jamais être des créanciers garantis aux termes de la Loi sur la faillite. Le sens de la définition du créancier garanti est régi par l'intention du Parlement qui ressort du plan global de répartition établi dans le reste de la Loi. Le parlement n'a jamais voulu et après l'affaire *Bourgault*, l'article 2 de la Loi sur la faillite ne peut être interprété comme tel, que les dettes dues à une province et garanties par la loi, fasse de cette dernière un créancier garanti au sens de la Loi sur la faillite. Les provinces ne peuvent devenir créanciers garantis que par les moyens dont, pour citer le juge Pigeon, "quiconque peut se prévaloir en vertu des principes de droit généraux". Mais le relèvement légal de la priorité des réclamations, visant à miner l'intention exprimée par le Parlement à l'article 107, est constitutionnellement inopérant.

Le dernier point qui découle de l'affaire *Bourgault* est que le raisonnement sur lequel s'est appuyée la Cour d'appel de la Colombie Britannique, dans l'affaire *Clemenshaw*, ainsi que d'autres cours qui ont adopté son interprétation et l'ont suivie au cours des 20 dernières années, semble être erroné.

One of the major questions which the *Bourgault* decision left open to argument however, was the matter of whether all claims falling within any of the paragraphs of section 107 are restricted to that level of priority, regardless of provincial legislation to the contrary. This has now been settled in Nova Scotia by the judgment of Chief Justice Cowan in *Re: Black Forest Restaurant*, which has been recently affirmed by the Nova Scotia Court of Appeal. In that case it was determined, on the basis of the reasoning in *Bourgault*, that claims of the Director of Labour Standards for unpaid wages and vacation pay, and by the Workers' Compensation Board for unpaid assessments, as claims specifically enumerated in section 107 of the Bankruptcy Act, were *preferred claims only*. This conclusion was reached notwithstanding statutory language which, in the case of unpaid wages and vacation pay, purported to secure them by way of deemed mortgage, deemed trust and a lien and charge; and in the case of the workers' compensation assessments, by way of a "first lien".

In the result, in Nova Scotia at least, it would seem beyond doubt that no matter what the language or the relevant provincial statute, claims listed in section 107 can have no more than the preferred status which that section confers.

I would suggest that, at least in the context of the existing structure of insolvency jurisdiction, this is by and large a satisfactory result, from the viewpoint of both law and policy.

The suggestion has been made even since *Black Forest*, that, in order to resolve the conflict between federal and provincial authorities in this area, rather than adopting the approach that there cannot be secured status on bankruptcy for claims enumerated in section 107, the courts ought to attempt to sort out from among provincial statutory liens and trusts in respect of such claims, those which are *in substance* "secured", and those which are *in substance* "preferred". With respect, it seems to me that this begs the very question at issue. One cannot decide that the federal scheme of priority of distribution on bankruptcy will prevail, and at the same time acknowledge the authority of the provinces to establish their own schemes of distribution. It seems to me that this is precisely the point of the *Bourgault* and *Black Forest* decisions.

Furthermore, the decision in *Bourgault* serves one of the primary objectives of Parliament in enacting bankruptcy legislation; namely to provide for the uniformity of insolvency laws throughout Canada. Provision for such uniformity was thought necessary because "prior to the passing of the Act it was difficult for commercial and financial interests to become and keep familiar with the different and constantly changing laws of the separate provinces".

Finally, these developments in the law helped put to an end the rather haphazard approach to establishing priorities in the distribution of the assets of bankrupts which has been occasioned by the uncoordinated provincial legislative efforts to achieve priority for specific claims. Section 107 of the Bankruptcy Act reflects a comprehensive, coherent and considered attempt by the appropriate constitutional authority to assess the relative social priorities which ought to be met in distributing the assets of insolvent persons on bankruptcy, and in the course of so doing, to take a general overview of the needs of the community in this regard. It may be that the federal government needs to reassess the social priorities keeping in mind the demands of the provinces.

I consider it a black mark on our legal system with which you are concerned, that until this line of cases, you could have widely different sets of priorities depending on the province in which the bankruptcy took place. The federal government has, it appears, the jurisdiction to make clearly one set of priorities in bankruptcy.

The application of *Bourgault* in such cases as *Black Forest* has been criticized on the basis that it will mean that it is more advantageous for a secured creditor if a bankruptcy took place, thus resulting a wider application of the Bankruptcy Act.

Toutefois, l'une des principales questions que le jugement *Bourgault* laissait en litige était de savoir si toutes les réclamations tombant sous le coup d'un alinéa de l'article 107 étaient limitées à ce niveau de priorité, peu importe la loi provinciale à l'effet contraire. Or, cela a maintenant été réglé en Nouvelle-Écosse à la suite de la décision rendue par le juge en chef Cowan dans l'affaire du restaurant *Black Forest*, qui a récemment été confirmée par la Cour d'appel de cette province. En effet, il a été déterminé sur la base du raisonnement adopté dans l'affaire *Bourgault* que les réclamations du Directeur des normes du travail relatives aux salaires et aux congés impayés, et celles de la Commission des accidents du travail relatives aux cotisations non versées étant que les réclamations énumérées expressément à l'article 107 de la Loi sur la faillite, n'étaient que des réclamations privilégiées. On est arrivé à cette conclusion nonobstant le libellé des textes législatifs qui, en ce qui concerne les salaires et les congés impayés, visaient à les garantir par voie de prétendu fidéicommiss, hypothèques, droits et charges; et en ce qui concerne les cotisations pour accidents du travail, par voie d'un "premier privilège".

Par conséquent, en Nouvelle-Écosse du moins, il semble certain que les réclamations énumérées à l'article 107 ne peuvent avoir que le statut privilégié que lui confère cet article, peu importe le libellé des textes législatifs ou des lois provinciales pertinentes.

Je peux donc dire, du moins dans le contexte actuel du partage des compétences en matière d'insolvabilité, que c'est dans l'ensemble un résultat très satisfaisant sur le plan aussi bien juridique que politique.

Même depuis l'affaire *Black Forest*, il a été suggéré qu'afin de régler le conflit entre les pouvoirs fédéraux et provinciaux dans ce domaine, plutôt que d'adopter l'approche qu'il ne peut exister de statut privilégié en matière de faillite pour les réclamations énumérées à l'article 107, les tribunaux devraient tenter de répertorier les privilèges légaux provinciaux et les fidéicommiss relatifs à ce genre de réclamations, qui sont en substance "garantis" ou "privilégiés". À cet égard, il me semble que c'est là le fond du problème. On ne peut décider que le plan fédéral de répartition prévaudra, et reconnaître en même temps le pouvoir des provinces d'établir leurs propres plans de répartition. Il me semble que c'est précisément ce sur quoi portaient les décisions rendues dans les causes *Bourgault* et *Black Forest*.

En outre, le jugement *Bourgault* confirme l'un des principaux objectifs du Parlement lorsqu'il a adopté la Loi sur la faillite, c'est-à-dire d'assurer l'uniformité des lois sur l'insolvabilité au Canada. Cette uniformité s'imposait "parce qu'avant l'adoption de la Loi, les milieux d'affaires et financiers avaient du mal à connaître les lois qui changeaient d'une province à l'autre et qui étaient constamment modifiées."

Finalement, la nouvelle loi a permis de mettre un terme à cette approche plutôt fortuite visant à établir l'ordre de priorité pour la répartition des avoirs d'une faillite, laquelle découlait des efforts non coordonnés des législatures provinciales qui cherchaient à obtenir des priorités pour certaines réclamations. L'article 107 de la Loi sur la faillite reflète une tentative globale, cohérente et réfléchie des autorités constitutionnellement compétentes qui cherchent à évaluer les priorités sociales relatives qui doivent être respectées dans le partage des avoirs des faillis et ce faisant, à tenir compte des besoins de la collectivité à cet égard. Le gouvernement fédéral devra parfois évaluer à nouveau les priorités sociales en tenant compte des exigences des provinces.

Je considère qu'il y avait, avant cette série de causes, une grave lacune dans notre système juridique qui nous concerne tous, puisque différentes séries de priorités pouvaient exister suivant la province où survenait la faillite. Le gouvernement fédéral a, semble-t-il, la compétence d'établir clairement une série de priorités.

L'application du jugement *Bourgault* à des causes comme celle de *Black Forest* a été critiquée parce que cela signifierait qu'il est plus avantageux qu'il y ait effectivement faillite pour un créancier garanti, ce qui se traduit par une plus large application de la Loi sur la faillite.

This, I suggest could and should be overcome in large part by federal legislation stating that the same order of priorities shall apply in all cases of insolvency whether or not bankruptcy takes place. The British North America Act gives authority to the federal government to deal with matters relating to insolvency generally, not just bankruptcy. I am not a constitutional expert, but I see no reason why federal legislation applicable to receivership cases, would not be valid, if the debtor was insolvent.

This would avoid the necessity of considering when acting for secured creditors, two sets of priorities, namely one when there is a bankruptcy and one when there is a receivership without bankruptcy.

Without such a solution, we are likely to see more bankruptcies for the main purpose of affecting priorities among competing secured creditors. Without such a solution, you will also see a continuation of lawyers hedging in opinions on priorities.

It is of some concern that these issues are not adequately dealt with in the proposed new Bankruptcy Act. Hopefully your association will be able to support such changes which in my opinion are long overdue, and bring about their fruition.

Mr. Chairman, thank you for having me and I wish you well in your deliberations. To those from away, I hope you will stay for a while in our province. Perhaps the weatherman will co-operate and give you sunny skies!

Thank you.

J'affirme que cela doit et peut être corrigé en grande partie par les autorités fédérales qui préciseraient dans leur législation que le même ordre de priorité s'applique dans tous les cas d'insolvabilité, qu'il y ait ou non faillite. Car l'Acte de l'Amérique du Nord britannique leur attribue la compétence de traiter des questions d'insolvabilité en général, et pas seulement de faillite. Je ne suis pas expert en droit constitutionnel, mais je ne vois pas pourquoi les lois fédérales applicables aux cas de mise sous séquestre ne seraient pas valides, si le débiteur était insolvable.

Il ne serait plus nécessaire de tenir compte de deux séries de priorités lorsqu'il faut agir pour les créanciers garantis, à savoir lorsqu'il y a faillite ou simplement mise sous séquestre.

Car autrement, les faillites risquent de se multiplier, essentiellement pour que des créanciers garantis rivaux soient classés par ordre de priorité. De plus, les avocats continueront de donner des opinions plus ou moins justes sur les priorités.

Il est assez regrettable que le nouveau projet de Loi sur la faillite ne traite pas suffisamment de ces questions. Il est à espérer que votre association pourra appuyer ces modifications, qui auraient dû être adoptées il y a longtemps déjà, et faire en sorte que l'entreprise soit menée à bien.

Monsieur le président, je vous remercie de m'avoir permis de prendre la parole et je vous souhaite beaucoup de succès dans vos délibérations. Pour ceux qui ne sont pas d'ici, j'espère qu'ils resteront un certain temps dans notre province. Qui sait, Dame nature sera peut-être clémente en votre faveur!

Merci.

## Summary of a Recent Judgment

### COOPERS & LYBRAND LIMITED V. HER MAJESTY THE QUEEN AND OTHERS, SUPREME COURT OF BRITISH COLUMBIA, VANCOUVER REGISTRY, No. A802744

That recent decision of the Supreme Court of British Columbia concerns the distribution of proceeds by a trustee in bankruptcy between the Bank of Montreal, a secured creditor on a debenture, and the Crown for moneys collected or withheld under the Unemployment Insurance Act, the Canada Pension Plan Act and the Social Services Tax Act of British Columbia.

Such statutes provide that the amounts that ought to be collected or withheld shall be "deemed" to have been held in trust for the Crown, whether they were in fact so held or not. The question is whether "deemed trusts" are valid against secured creditors and preferred creditors ranking ahead of the Crown under subsections 107(1)(h) and (j) of the Bankruptcy Act.

The judge remarks that since the opening words of section 107 are: "Subject to the rights of secured creditors", and refer to "property of the bankrupt" (which by virtue of section 47(a) excludes trust funds), it seems that the claims of the Crown mentioned in 107(1)(h) and (j) do not have priority over claims of secured creditors and claims for moneys held in trust. However, that is not always true and distinctions must be made, as will be seen herebelow.

Reference is made to the Rainville case\*, where the Supreme Court of Canada held that the tax paid to a retailer under a Quebec statute imposing a lien or charge on the property of the retailer ranks as a preferred claim under paragraph 107(1)(j) of the Bankruptcy Act and not as a secured claim.

As expressed by Pigeon J.:

"Parliament intended to put all debts to a government on an equal footing; it cannot therefore have intended to allow provincial statutes to confer any higher priority."

The intention "to put all debts to a government on an equal footing" implies that the statutes - or at least provincial statutes - which purport to grant any higher priority to Crown claims are inoperative in case of bankruptcy. The rationale of that decision suggests, at least, that statutory trust provisions do not supersede section 107 of the Bankruptcy Act.

Unlike provincial statutes, federal statutes may alter the rules applied in a bankruptcy if they do so with sufficient clarity to indicate that intention.

Do the Unemployment Insurance Act and the Canada Pension Plan Act indicate that intention? The relevant provisions of those Acts have been adopted later than section 107 of the Bankruptcy Act. It might be argued that a later enactment of a statutory provision impliedly repeal earlier conflicting provisions. But according to a rule of interpretation of statutes, if general words are used in a later Act that are capable of a reasonable and sensible explanation without extending them to subjects specifically dealt with by earlier legislation, such as Crown claims in bankruptcy specifically dealt with by the Bankruptcy Act, the specific provisions are not repealed. The Canada Pension Plan Act and Unemployment Insurance Act do not mention the Bankruptcy Act and cannot have the effect of repealing its specific provisions.

\*Deputy Minister of Revenue and Rainville (trustee of Bourgault), (1980) 1 S.C.R. 35.

## Sommaire d'un jugement récent

### COOPERS & LYBRAND LIMITED V. SA MAJESTÉ LA REINE ET AUTRES, COUR SUPRÊME DE LA COLOMBIE BRITANNIQUE, GREFFE DE VANCOUVER, No A802744

Cette décision récente de la Cour Suprême de la Colombie Britannique concerne la distribution des montants réalisés par un syndic de faillite entre la Banque de Montréal, créancier garanti en vertu d'une débeture, et la Couronne pour des montants perçus ou retenus selon la Loi sur l'assurance-chômage, la Loi sur les régimes de pensions du Canada et la Social Services Tax Act de la Colombie Britannique.

Ces lois stipulent que les montants qui doivent être perçus ou retenus sont "présûmés" avoir été détenus en fiducie pour la Couronne, qu'ils l'aient été effectivement ou non. Il s'agit de déterminer si les "fiducies présûmées" sont opposables aux créanciers garantis et aux créanciers privilégiés devant être payés avant la Couronne en vertu des paragraphes 107(1)(h) et (j) de la Loi sur la faillite.

Le juge remarque que puisque les premiers mots de l'article 107 sont: "Sous réserve des droits des créanciers garantis" et qu'ils réfèrent aux "biens d'un failli" (expression qui, en vertu de l'article 47(a), exclut les biens détenus en fiducie), il semble que les créances de la Couronne mentionnées à 107(1)(h) et (j) n'ont pas priorité sur les créances des créanciers garantis et les créances pour les montants détenus en fiducie. Cependant, cela n'est pas toujours vrai et il faut faire des distinctions, comme nous le verrons ci-dessous.

Le jugement réfère à la cause de Rainville\*, où la Cour suprême du Canada a jugé que la taxe payée à un détaillant en vertu d'une loi du Québec imposant un privilège ou une charge sur les biens du détaillant est une créance privilégiée en vertu du paragraphe 107(1)(j) de la Loi sur la faillite, et non pas une créance garantie.

Comme le dit le Juge Pigeon:

"Le législateur fédéral a entendu mettre sur pied d'égalité toutes les dettes dues à un gouvernement; il ne peut donc pas avoir voulu permettre que les lois provinciales accordent une autre priorité."

L'intention de "mettre sur pied d'égalité toutes les dettes dues à un gouvernement" implique que les lois - ou au moins les lois provinciales - qui prétendent accorder une priorité plus élevée aux créances de la Couronne sont inopérantes en cas de faillite. Le raisonnement conduisant à ce jugement suggère à tout le moins, que les dispositions concernant les fiducies créées par une loi n'ont pas préséance sur l'article 107 de la Loi sur la faillite.

Contrairement aux lois provinciales, les lois fédérales peuvent modifier les règles applicables à une faillite, si elles le font assez clairement pour indiquer cette intention.

Est-ce que la Loi sur l'assurance-chômage et la Loi sur les régimes de pensions du Canada indiquent cette intention? Les dispositions pertinentes de ces lois ont été adoptées après l'article 107 de la Loi sur la faillite. On peut soutenir qu'une disposition postérieure révoque implicitement une disposition contraire antérieure. Mais selon une règle d'interprétation des lois, si des termes généraux employés dans une loi postérieure peuvent être expliqués raisonnablement et sensément sans être étendus à des sujets traités spécifiquement par une loi antérieure, tel que les créances de la Couronne en cas de faillite traitées spécifiquement par la Loi sur la faillite, les dispositions spécifiques ne sont pas révoquées. La Loi sur les régimes de pensions du Canada et la Loi sur l'assurance-chômage ne mentionnent pas la Loi sur la faillite et ne peuvent avoir pour effet de révoquer les dispositions spécifiques de cette loi.

\*Le sous-ministre du Revenu et Rainville (syndic de Bourgault), (1980) 1 R.C.S. 35.

The Court concludes as follows:

- 1- Wherever there is a conflict between section 107 of the Bankruptcy Act and a statutory provision creating a "deemed" trust, section 107 prevails.
- 2- The "deemed" trusts have to be ignored, in bankruptcy, unless the statutory provision was enacted later than section 107 and contains specific reference to section 107. That would show an intent of Parliament to over-ride the policy of the Bankruptcy Act concerning the ranking of Crown claims.
- 3- On the other hand, if a trust actually exists under the ordinary rules of law or equity (that is if the funds can be traced, identified or followed), section 107 does not transform that trust money into property of the bankrupt.
- 4- If the money deducted or withheld from the employees' wages has not in fact been set aside for the Crown, there is nothing to which a trust could attach and the provision "deeming" that money to be kept separately does not have precedence over section 107 of the Bankruptcy Act.
- 5- If the money has in fact been set aside, the claim of the Crown does not rest on a mere statutory device: the money belongs to the Crown and does not form part of the money to be distributed to creditors.

The result of the decision is that the bank, being a secured creditor, has to be paid in priority to the Crown, which is only a preferred creditor. Since there is not enough money to pay the total claim of the bank, the Crown will not be paid any money.

(NOTE: There are indications that a notice of appeal of this decision might be filed by the Department of National Revenue Taxation).

La Cour conclut de la façon suivante:

- 1- Quant il y a contradiction entre l'article 107 de la Loi sur la faillite et une disposition créant une fiducie "présumée", l'article 107 a préséance.
- 2- Dans les cas de faillite, on ne doit pas tenir compte des fiducies "présumées", à moins que la disposition créant la fiducie n'ait été adoptée après l'article 107 et réfère spécialement à l'article 107. Cela indiquerait une intention du Parlement de déroger à l'objectif de la Loi sur la faillite au sujet du paiement des créances de la Couronne.
- 3- D'un autre côté, s'il y a vraiment une fiducie en vertu des règles ordinaires du droit ou de l'"equity" (c'est-à-dire si les fonds en fiducie peuvent être retracés, identifiés ou suivis), l'article 107 ne transforme pas ces fonds en biens du failli.
- 4- Si les montants déduits ou retenus du salaire des employés n'ont pas été en fait mis de côté pour la Couronne, il n'y a rien qui puisse former une fiducie et la disposition "présument" que les montants ont été détenus séparément ne prévaut pas sur l'article 107 de la Loi sur la faillite.
- 5- Si les montants ont en fait été mis de côté, la créance de la Couronne ne repose pas sur une simple fiction de la loi: les montants appartiennent à la Couronne et ne font pas partie du montant à distribuer aux créanciers.

Le résultat du jugement est que la banque, étant créancier garanti, doit être payée avant la Couronne, qui n'est que créancier privilégié. Comme il n'y a pas suffisamment d'argent pour payer en entier la créance de la banque, la Couronne ne recevra rien.

(NOTE: Il semble qu'un avis d'appel sera produit par le ministère du Revenu national, impôt).

**INFORMATION  
STATEMENT  
SUPERINTENDENT OF BANKRUPTCY**

N°16

**AMENDMENTS TO THE RULES UNDER THE  
BANKRUPTCY ACT**

Issued: August 19, 1981

Purpose: To inform trustees of amendments to the Bankruptcy Rules by Order in Council PC-1981-2186

**BACKGROUND**

Information Statement No. 13, published on March 6, 1981, circularized proposed changes to the Bankruptcy Rules and invited comments thereon. The proposed amendments have been proclaimed by the Governor in Council on August 19, 1981 and are *effective immediately*.

**ESSENCE OF CHANGES**

- **RULE 20:** This rule is abolished, thus removing the former restrictions as to the validity of affidavits.
- **RULE 39(1):** Solicitors are no longer required to serve a copy of their bills of costs to the Superintendent.
- **RULE 39(3):** This rule is abolished because of the change to Rule 39(1).
- **RULE 40:** The change is aimed at simplifying the preparation of the bills of costs and reducing the costs of administration.
- **RULE 64:** The trustee is no longer required to prepare an affidavit when applying for his discharge. The trustee has simply to certify that he has complied with the requirements of Rule 64.
- **RULE 65:** The retention period of estate records is now 6 years. The rule gives precise directives as to the procedure to be followed for the destruction or disposal of estate records and also provides for disposal of records of estates in which the trustee has been already discharged.
- **RULE 114:** The rule establishes compulsory and optional provisions for the sale of assets by tender.
- **FORM 15:** The form has been simplified in view of the change to Rule 64.
- **FORM 16:** This form has been abolished because of the change to Rule 64.
- **FORM 71:** This antiquated form is abolished.
- **FORM 96:** The change in form is intended to simplify the report to the Court under Subsection 140(1) of the Act.

The full text of these changes may be obtained by consulting the Canada Gazette, Part II, Vol. 115, No. 17, pp. 2451-2458; published on September 9, 1981.

**CIRCULAIRE  
D'INFORMATION  
SURINTENDANT DES FAILLITES**

N°16

**CHANGEMENTS AUX RÈGLES RÉGISSANT  
LA FAILLITE**

Émise: le 19 août 1981

But: D'informer les syndics de changements aux Règles régissant la faillite proclamés par l'ordre en conseil PC-1981-2186

**HISTORIQUE**

La circulaire d'information no. 13, émise le 6 mars 1981 vous informait de modifications proposées aux Règles régissant la faillite et invitait vos commentaires. Ces modifications ont été proclamées par le gouverneur en conseil le 19 août 1981 et entre *en vigueur immédiatement*.

**FOND DE MODIFICATIONS**

- **RÈGLE 20:** Cette règle est abrogée, éliminant de la sorte les restrictions qui affectaient auparavant la validité des affidavits.
- **RÈGLE 39(1):** Les procureurs ne sont plus tenus de signifier une copie de leurs mémoires de frais au Surintendant.
- **RÈGLE 39(3):** Cette règle est abrogée, compte tenu du changement à la règle 39(1).
- **RÈGLE 40:** La modification à cette règle a pour but de simplifier la préparation des mémoires de frais et de réduire les frais d'administration.
- **RÈGLE 64:** Le syndic n'est plus tenu de soumettre un affidavit lors de sa demande de libération. Le syndic doit simplement certifier au tribunal qu'il a observé les conditions énumérées à la règle 64.
- **RÈGLE 65:** La période de conservation des registres de l'actif est maintenant de six (6) ans. Cette règle établit de façon précise la procédure à suivre quant à la disposition des dits registres, soit pour les dossiers courants ou pour ceux où le syndic est déjà libéré.
- **RÈGLE 114:** Cette règle prévoit des normes obligatoires et facultatives pour la vente de biens par soumission.
- **FORMULE 15:** Cette formule est simplifiée à la suite de la modification à la règle 64.
- **FORMULE 16:** Cette formule est abrogée à la suite de la modification à la règle 64.
- **FORMULE 71:** Cette formule désuète est abrogée.
- **FORMULE 96:** La modification à cette formule a pour but de simplifier le rapport que doit faire le syndic au tribunal selon le paragraphe 140(1) de la Loi.

Le texte complet des modifications peut être obtenu en consultant la Gazette du Canada, Partie II, Vol. 115, N. 17, pp. 2451-2458; publié le 9 septembre 1981.

**INFORMATION  
STATEMENT  
SUPERINTENDENT OF BANKRUPTCY**

N°17

**STATEMENT OF AFFAIRS OF NON-BUSINESS  
BANKRUPT (Form 74A, formerly 61A)**

**Issued: October 1st, 1981**

On January 31, 1978, under cover of Information Statement no. 2, you were provided with forms which had been developed by the Bankruptcy Branch during the course of administering consumer bankruptcies.

These forms were prescribed and became mandatory pursuant to Order-in-Council P.C. 1978-1377 on April 27, 1978.

One of these forms, the Statement of Affairs of Non-Business Bankrupt, was recently revised to correct minor discrepancies. These are questions 14 and 15. You will find herewith a copy of the said form.

The enclosed copy is provided to use as a specimen to be reproduced once your present stock is exhausted.

**CIRCULAIRE  
D'INFORMATION  
SURINTENDANT DES FAILLITES**

N°17

**BILAN D'UN FAILLI NON-COMMERCANT  
(Formule 74A, antérieurement 61A)**

**Émise: le 1er octobre 1981**

Le 31 janvier 1978, sous pli de la Circulaire d'information no. 2, des exemplaires de diverses formules, élaborées par la Direction des faillites dans le cours de son administration de faillites de consommateurs, vous étaient fournis.

Ces formules ont été adoptées et rendues obligatoires par le décret C.P. 1978-1377 en date du 27 avril 1978.

Une de ces formules, le bilan d'un failli non-commerçant a été modifiée dernièrement afin de corriger quelques anomalies mineures. Il s'agit des questions 14 et 15. Vous trouverez ci-jointe, une copie de ladite formule.

L'exemplaire qui vous est envoyé pourra être photocopié lorsque l'inventaire que vous avez présentement en main sera épuisé.

Province	District
Estate No. — N <sup>o</sup> de l'actif	Court No. — N <sup>o</sup> de la cour

**STATEMENT OF AFFAIRS OF  
NON-BUSINESS BANKRUPT**

**BILAN D'UN FAILLI  
NON-COMMERÇANT**

In the matter of the bankruptcy of — Dans l'affaire de la faillite de

ASSETS — ACTIF		Claimed exempt Exemption invoquée		Estimated dollar value Valeur estimée (dollars)
		Yes-Oui	No-Non	
Type of Assets Genre d'actif	Description (be specific) (spécifier)			
1 - Cash (on hand, savings chequing account) Espèces (en main, en banque)				
2 - Furniture Ameublement				
3 - Personal Effects Effets personnels				
4 - Cash Surrender value of Insurance Policies Valeur de rachat — Assurance-vie				
5 - Stocks, Bonds and Investments Valeurs de bourse				
6 - Real Property Immeuble	House Maison			
	Cottage Chalet			
	Land Terrain			
7 - Motorized Vehicle	Automobile			
	Motorcycle Motocyclette			
	Snowmobile Moto-neige			
	Other Autre			
8 - Recreational Equipment Équipement de loisir				
9 - Estimated Tax Refund Remboursement d'impôt prévu				
10 - Other Assets Autres actifs				
<b>TOTAL</b>				

**OATH**

**ASSERMENTATION**

I the undersigned make oath and say that the above, to the best of my knowledge and belief is a full, true and complete statement of all my property to every description, and

a) Appendix A hereto annexed is a full, true and complete statement of all my liabilities, and

b) Appendix B hereto annexed is a full, true and complete statement of all pertinent information relating to my affairs

Sworn before me — Assermenté devant moi

Je, soussigné, étant dûment assermenté, déclare que le bilan ci-dessus est, au mieux de ma connaissance et de ma croyance, un état complet véridique et entier de mes biens et que

a) l'annexe A ci-jointe, est, au mieux de ma connaissance et de ma croyance, un état complet, véridique et entier de mon passif, et

b) l'annexe B ci-jointe, est, au mieux de ma connaissance et de ma croyance, un état complet, véridique, et entier de toutes les informations relatives à mes affaires.

A commissioner etc. or a Notary Public in and for the Province of . . .  
Commissaire à l'assermentation pour le district de

Date  
D - J | M | Y - A

Signature of Bankrupt — Signature du failli

Creditor Créancier	Address Adresse	Postal Code postal	Account No. N° de compte	Amount of Debt Montant de la dette		
				Unsec. Non-gar	Sec. Gar.	Pref. Priv.
1						
2						
3						
4						
5						
6						
7						
8						
9						
10						
11						

Details of Pledged Assets  
Détails sur actifs en gages

<b>TOTAL</b>	Perf. Priv.	<del> </del>	<del> </del>	
<b>TOTAL</b>	Sec Gar	<del> </del>	<del> </del>	
<b>TOTAL</b>	Unsec Non-gar	<del> </del>	<del> </del>	
<b>GRAND TOTAL</b>				⇨

Date

Bankrupts - Signature du failli

**TATEMENT OF AFFAIRS (CONT'D)  
ILAN (SUITE)**

**ERTINENT INFORMATION RELATING TO THE AFFAIRS OF A BANKRUPT  
ENSEIGNEMENTS PERTINENTS AU SUJET DES AFFAIRES D'UN FAILLI**

APPENDIX B FORM 74 A  
ANNEXE B FORMULE 74 A

**- PERSONAL DATA - RENSEIGNEMENTS PERSONNELS**

- Family Name — Nom de famille	Given Names — Prénoms	2 - Born on — Né(e) le D - J   M   Y - A
- Complete address including Postal Code — Adresse complète - Code postal Inclus		

- Marital Status — Statut matrimonial

Married / Marié(e)  
  Single / Célibataire  
  Widower / Veuf(ve)  
  Separated / Séparé(e)  
  Divorced / Divorcé(e)  
  Common Law / Concubin(e)

- Name of present employer — Nom du présent employeur

6 - Name of Spouse in full — Nom du conjoint au complet

**- DEPENDENTS — PERSONNES À CHARGE**

Number aged 15 or less Nombre age de 15 ans ou moins	Number from 16 to 21 Nombre de 16 à 21	Number of adults including spouse Nombre de personnes adultes (conjoint inclus)
---	---	--

- Have you been self-employed in the last 5 yrs  
Avez-vous fait affaires à votre compte durant les 5 dernières années

YES / OUI  
  NO / NON

Occupation (Bankrupt) — Emploi (failli)

**- WITHIN THE LAST 12 MONTHS HAVE YOU . . . : DURANT LES 12 DERNIERS MOIS, AVEZ-VOUS . . . :**

- Disposed or transferred any of your assets — vendu ou aliéné quelques-uns de vos biens	YES / OUI	NO / NON	B - Made payments in excess of regular payment to a creditor — Falt des paiements en plus des remises ordinaires à vos créanciers	YES / OUI	NO / NON	C - had any assets seized by any creditor subi des saisies de quelques biens par vos créanciers	YES / OUI	NO / NON
--	-----------	----------	---	-----------	----------	---	-----------	----------

- Within the last 5 years have you A - sold, disposed of or transferred any real estate — Durant les 5 dernières années avez-vous vendu ou aliéné quelques immeubles	YES / OUI	NO / NON	Within the last 5 years have you B - made any gifts to relatives or others in excess of \$500 — Durant les 5 dernières années avez-vous fait quelques dons d'au dela de \$500 à des parents ou autres personnes	YES / OUI	NO / NON
--	-----------	----------	---	-----------	----------

1 - Have you made any arrangements to continue to pay any creditors  
Avez-vous pris des dispositions pour continuer à payer certains créanciers

Yes / Oui  
  No / Non

**BUDGET INFORMATION (income, monthly living expenses) - RENSEIGNEMENTS BUDGÉTAIRES (revenus, dépenses mensuelles)**

12 - INCOME — REVENUS	13 - EXPENSES — DÉPENSES
Net monthly take home pay Gains totaux après déductions	A Cost of fixed expenses Coût des dépenses fixes
Contributions of dependents Contributions monétaires des personnes à charge	B Others Autres
Other Income Specify Autres gains (préciser)	
<b>TOTAL INCOME</b> <b>TOTAL DES REVENUS</b> ↗	<b>TOTAL MONTHLY COST</b> <b>COÛT TOTAL MENSUEL</b> ↗

4 - Have you been bankrupt previously?  
Avez-vous déjà fait faillite?

yes / oui  
  no / non

5 - If answers to questions 8, 9, 10, 11 or 14 are positive, give details:  
Si les réponses aux questions 8, 9, 10, 11 ou 14 sont affirmatives, expliquez:

DATE

BANKRUPT'S SIGNATURE DU FAILLI

**INFORMATION  
STATEMENT  
SUPERINTENDENT OF BANKRUPTCY**

N°18

**CERTIFICATE OF OFFICIAL RECEIVER OF  
APPOINTMENT OF TRUSTEE (Form 33)**

**Issued: October 1st, 1981**

The Bankruptcy Branch recently developed a new simpler format of the Certificate of Official Receiver of Appointment of Trustee.

The new format which may be used in lieu of the present form 33 should be less time-consuming in its preparation while highlighting the important information.

Where the trustee prepares the certificate in part or in its entirety, he may insert his name as the appointed trustee. The official receiver would of course have the final decision as to the appointment and could still change the appointee.

Copies of this form may be obtained from the Administrator.

**CIRCULAIRE  
D'INFORMATION  
SURINTENDANT DES FAILLITES**

N°18

**CERTIFICAT DE LA NOMINATION DU SYNDIC PAR  
LE SÉQUESTRE OFFICIEL (Formule 33)**

**Émise: le 1er octobre 1981**

La Direction des faillites a dernièrement élaboré une nouvelle formule plus simple du Certificat de nomination du syndic par le séquestre officiel.

La nouvelle formule, qui peut être utilisée au lieu de la présente formule 33, devrait prendre moins de temps à compléter tout en mettant en évidence les renseignements les plus importants.

Si le syndic prépare le certificat en partie ou en totalité, il pourra y inscrire son nom comme syndic nommé. Le séquestre officiel aura toutefois la décision finale quant à la nomination et pourra la modifier au besoin.

Des exemplaires de cette formule sont disponibles en s'adressant à l'Administrateur.

Province	District
Estate No. de l'actif	Court No. — N <sup>o</sup> de la cour

**CERTIFICATE OF OFFICIAL RECEIVER  
OF APPOINTMENT OF TRUSTEE  
Section 31(4)**

**CERTIFICAT DE LA NOMINATION DU SYNDIC  
PAR LE SEQUESTRE OFFICIEL  
Article 31(4)**

IN THE MATTER OF THE BANKRUPTCY OF — DANS L'AFFAIRE DE LA FAILLITE DE		DATE OF BANKRUPTCY DATE DE LA FAILLITE
TRUSTEE APPOINTED BY OFFICIAL RECEIVER — SYNDIC NOMME PAR LE SEQUESTRE OFFICIEL		<input type="checkbox"/> ORDINARY ADMINISTRATION ADMINISTRATION ORDINAIRE
PLACE OF MEETING — ENDROIT DE L'ASSEMBLÉE	SECURITY — CAUTIONNEMENT	<input type="checkbox"/> SUMMARY ADMINISTRATION ADMINISTRATION SOMMAIRE
	TIME OF MEETING HEURE DE L'ASSEMBLÉE	<input type="checkbox"/> ASSIGNMENT CESSION
CHAIRMAN OF MEETING — PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE	DATE OF MEETING DATE DE L'ASSEMBLÉE	<input type="checkbox"/> REFUSED PROPOSAL PROPOSITION REFUSEE

I, the undersigned, Official Receiver for this Bankruptcy District, do hereby certify that, on the date indicated, the above-named trustee was duly appointed trustee of the estate of the above-named bankrupt, pursuant to subsection 31(4) of the Bankruptcy Act.

Je, soussigné, séquestre officiel pour ce district de faillite, certifie par les présentes que le syndic ci-haut mentionné a été dûment nommé syndic des biens du failli susdit à la date ci-haut indiquée, en vertu du paragraphe 31(4) de la Loi sur la faillite.

The said trustee is required:

Ledit syndic est tenu:

- to deposit security in the amount shown above within seven days from the date hereof, pursuant to subsection 12(1) of the said Act;
- to take immediate possession of the deeds, books, records, documents and all the property of the said bankrupt liable to seizure and to make an inventory thereof, pursuant to subsection 12(2) of the said Act;
- within five days from the date of bankruptcy, to mail notices summoning a meeting of all the creditors of the said bankrupt, which meeting will be held at the time, date and place shown above, pursuant to subsection 80(1) of the said Act.

- de déposer, dans les sept jours à compter de la date du présent certificat, une garantie pour la somme indiquée ci-dessus, en conformité du paragraphe 12(1) de ladite Loi.
- de prendre possession immédiate des titres, livres, dossiers et documents, ainsi que tous les biens dudit failli, qui sont saisissables, et d'en dresser un inventaire, en conformité du paragraphe 12(2) de ladite Loi;
- d'expédier par la poste, dans les cinq jours à compter de la date de la faillite, des avis de convocation d'une assemblée de tous les créanciers dudit failli, laquelle assemblée sera tenue à l'heure, à la date et à l'endroit indiqués ci-haut, en conformité du paragraphe 80(1) de ladite Loi.

SIGNATURE OF OFFICIAL RECEIVER — SIGNATURE DU SEQUESTRE OFFICIEL	
--	--

**INFORMATION  
STATEMENT  
SUPERINTENDENT OF BANKRUPTCY**

N°19

**FILING INFORMATION SHEET**

**Issued: October 1st, 1981**

At the time of filing an estate, trustees are presently required by the Official Receiver to provide certain additional information which does not appear on the assignment documents but are required in the initial stage of the administration.

A standard Filing Information Sheet has been developed which will replace the various forms previously submitted to the Official Receiver.

The Filing Information Sheet is to be completed and submitted by the trustee upon filing all estates with the Official Receiver. The Administrator will furnish this form.

The trustee, or the responsible licensed person in the case of a corporate trustee, is the only person who should sign the Filing Information Sheet since certain information, such as a potential conflict of interest for instance, may only be known to him.

The filing of an estate should not however be delayed unduly by the temporary absence of the trustee. In such circumstances, the completed form can be filed and a signed copy subsequently sent prior to the time of the first meeting of creditors.

**CIRCULAIRE  
D'INFORMATION  
SURINTENDANT DES FAILLITES**

N°19

**FORMULAIRE DE RENSEIGNEMENTS**

**Émise: le 1er octobre 1981**

Lors du dépôt d'un dossier, les syndics sont présentement requis par le séquestre officiel de fournir certains renseignements additionnels qui ne sont pas contenus aux documents de cession mais qui sont nécessaires au stage initial de l'administration.

Un Formulaire de Renseignements normalisé a été élaboré et remplacera les formulaires préalablement remis au séquestre officiel.

Le Formulaire de Renseignements doit être complété par le syndic et remis lors du dépôt de la cession auprès du séquestre officiel. L'Administrateur fournira cette formule.

Le syndic, ou l'individu licencié responsable de l'administration s'il s'agit d'un syndic corporatif, est la seule personne habileté à signer le Formulaire de Renseignements, puisque certains renseignements, la possibilité de conflit d'intérêts par exemple, peuvent possiblement n'être connus que du syndic.

Le dépôt d'une cession ne devrait pas toutefois être indûment retardé par l'absence temporaire du syndic. Dans ces circonstances le formulaire complété peut être déposé et une copie signée transmise par la suite mais antérieurement à la première assemblée des créanciers.

FILING INFORMATION

Bankruptcy of an Individual

Bankruptcy of a Corporation

Proposal

Estate name		<input type="checkbox"/> Summ. Adm.	<input type="checkbox"/> Ord. Adm.
Address		Postal Code	Date of Birth (Individual)
Are the debts only consumer debts <input type="checkbox"/> yes <input type="checkbox"/> no	The business debts represent approximately _____% of the total debts	Section 132 examination requested on consumer file: <input type="checkbox"/> for reasons stated in attached letter or overleaf; or <input type="checkbox"/> please phone me to discuss reasons for the request.	

IF DEBTS GUARANTEED BY DEBTOR

Guarantor of: <input type="checkbox"/> Business debts <input type="checkbox"/> Consumer debts <input type="checkbox"/> None of these two categories (explain overleaf)			
Name of parties or corporations whose debts guaranteed	Amount called upon to pay	Nature of business if business debts guar.	Is the party bankrupt?

IF PREVIOUSLY OR PRESENTLY IN BUSINESS

Trade name(s) under which doing business (if different from above)	Nature of business	Corporation, Partnership or Sole Proprietorship
--	--------------------	---

IF A CORPORATION

Name, address, postal code and title of the officer of the corporation to be examined	Are the shares of the corporation publicly traded? <input type="checkbox"/> yes <input type="checkbox"/> no
---	---

IN ALL CASES

OFFICIAL RECEIVER USE ONLY

<input type="checkbox"/> I am not in a position of conflict of interest. <input type="checkbox"/> A possible conflict of interest situation exists as explained in the attached letter. <input type="checkbox"/> Trustee absent when file submitted. Conflict statement will be submitted prior to 1st meeting of creditors.	Estate Number	Type
If a corporate trustee, the name of the licensed person responsible for the administration is:	Court Number	Industry
Signature of trustee	Division	Meeting/Cred.
	Examination	
	O.R.	Clk.

RENSEIGNEMENTS SUR L'ACTIF

Faillite d'un particulier

Faillite d'une corporation

Proposition

Nom de l'actif		<input type="checkbox"/> Adm. Som.	<input type="checkbox"/> Adm. Ord.
Adresse		Code postal	Date de nais. (particulier)
Les dettes sont-elles seulement des dettes de consommateurs? <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	Les dettes d'affaires représentent approx. ___% des dettes totales	Un interrogatoire aux termes de l'article 132 est demandé dans ce dossier de consommateur: <input type="checkbox"/> pour les raisons énoncées à la lettre en annexe ou au verso; ou <input type="checkbox"/> s.v.p. me téléphoner pour discuter des raisons de la demande.	

SI DETTES GARANTIES PAR LE DÉBITEUR

Garant de:	<input type="checkbox"/> Dettes d'affaires	<input type="checkbox"/> Dettes de consommateurs	<input type="checkbox"/> Aucune de ces deux catégories (expliquez au verso)
Nom de personnes ou corporation dont les dettes ont été garanties	Montant pouvant être requis de payer	Genre d'entreprise si dettes d'affaires gar.	La personne est-elle faillie?

SI ANTERIEUREMENT OU PRESENTEMENT EN AFFAIRES

Raisons sociales sous lesquelles faisant affaires (si différentes de ci-dessus)	Genre d'entreprise	Corporation, soc. en nom coll. ou seul propriétaire
---	--------------------	---

S'IL S'AGIT D'UNE CORPORATION

Nom, adresse, code postal et titre de l'administrateur de la compagnie devant être interrogé?	Les actions de la compagnie sont-elles disponibles au public? <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
---	---

DANS TOUS LES CAS

A L'USAGE DU S.O. SEULEMENT

<input type="checkbox"/> Il n'existe pas de situation de conflits d'intérêts. <input type="checkbox"/> Une possibilité de conflits d'intérêts existe tel qu'expliqué à la lettre en annexe. <input type="checkbox"/> Syndic absent lors du dépôt de la cession. L'attestation sera soumise préalablement à la première assemblée des créanciers. S'il s'agit d'un syndic corporatif, le nom de la personne détenant une licence qui sera responsable de l'administration est:  Signature du syndic	No. de dossier	Genre
	No. de la Cour	Industrie
	Division	Assemblée/Cr.
	Interrogatoire	
	S.O.	Comm.

**INFORMATION  
STATEMENT  
SUPERINTENDENT OF BANKRUPTCY**

N°20

**CONSULTATION WITH CREDITORS BEFORE  
APPOINTING A TRUSTEE**

Issued: October 1st, 1981

**OBJECTIVE**

The purpose of this Information Statement is to outline the position of the Superintendent of Bankruptcy with regard to the application of subsection 31(4) of the Act pertaining to the appointment of the trustee in an estate by the Official Receiver.

**BACKGROUND**

Subsection 31(4) of the Act provides that the Official Receiver shall appoint a licensed trustee selected by reference to the wishes of the most interested creditors.

After considerable research as to the application of this provision and in consultation with the Canadian Insolvency Association, certain circumstances were identified which would warrant active as opposed to passive application.

**POLICY**

Certain circumstances dictate that this provision of the Act be applied vigorously and the most interested creditors will be consulted in the following situations:

- (a) where there exists an actual or potential conflict of interest (see below);
- (b) where the trustee has not previously demonstrated that he has the experience or facilities to administer an estate of the type and/or size of the one contemplated; or
- (c) where no bankruptcy office is maintained or services generally dispensed by the trustee in the particular region where the bulk of the estate assets are located and unnecessary costs of administration may result.

**IMPACT ON TRUSTEES**

Due consideration should be given by the trustee to the foregoing policy before undertaking preliminary work in an estate which may fall within the above criteria. Should the creditors not wish the proposed trustee to be named, a loss could be sustained for such preliminary work performed.

The Administrator, who is responsible for the implementation of this policy, would call the trustee involved prior to calling the creditors.

**CIRCULAIRE  
D'INFORMATION  
SURINTENDANT DES FAILLITES**

N°20

**CONSULTATION AUPRÈS DES CRÉANCIERS  
PRÉALABLEMENT À LA NOMINATION DU  
SYNDIC**

Émise: le 1er octobre 1981

**OBJECTIF**

Le but de cette Circulaire d'information est d'énoncer la position du Surintendant des faillites quant à l'application des dispositions du paragraphe 31(4) de la Loi en ce qui a trait à la nomination du syndic de l'actif par le séquestre officiel.

**GÉNÉRALITÉS**

Le paragraphe 31(4) de la Loi prévoit que le séquestre officiel doit nommer un syndic autorisé qu'il choisira en tenant compte des désirs des créanciers les plus intéressés.

Suite à une étude approfondie sur l'application de cette disposition de la Loi et en consultation avec le Conseil Canadien d'Insolvabilité, certaines circonstances ont été identifiées qui favorisent des mesures préventives plutôt qu'une réaction ultérieure.

**POLITIQUE**

Certaines circonstances favorisent une application rigoureuse de cette disposition de la Loi et les créanciers les plus intéressés seront consultés dans les circonstances suivantes:

- a) lorsqu'il existe un conflit d'intérêts réel ou possible (voir ci-après);
- b) lorsque le syndic n'a pas antérieurement démontré qu'il avait l'expérience ou les facilités nécessaires pour administrer un actif de ce genre ou de cette ampleur; ou
- c) lorsque le syndic n'opère pas un bureau de syndic ou ne dispense pas généralement des services dans la région où se trouve la masse des biens de la faillite, laquelle situation pourrait engendrer des coûts additionnels d'administration.

**IMPLICATION POUR LES SYNDICS**

Le syndic devra prendre en considération la présente politique avant d'effectuer des travaux préliminaires dans un dossier visé par les normes énoncées aux paragraphes ci-dessus. Advenant que les créanciers ne favorisent pas la nomination du syndic proposé, celui-ci pourrait encourir une perte pour le travail préliminaire effectué.

La mise en application de cette politique relève de l'administrateur qui en discutera avec le syndic concerné avant de communiquer avec les créanciers.

## **CONFLICT OF INTEREST**

Since many situations of conflict of interest are known only to the trustee, the trustee will be required to fully disclose in writing, upon filing the assignment, of any potential situation of conflict of interest.

The trustee has the responsibility to report all actual or potential situations which may impair his professional judgment or objectivity or be perceived by a reasonably informed observer, to have that effect.

He is required to attest on the Information Filing Sheet (see Information Statement No. 19) whether or not a situation of conflict of interest exists.

## **CONFLIT D'INTÉRÊTS**

Compte tenu que plusieurs situations de conflit d'intérêts sont connues que du syndic, celui-ci sera requis de déclarer par écrit, lors du dépôt de la cession, toutes situations possibles ou réelles de conflit d'intérêts.

Le syndic a la responsabilité de faire rapport de toutes situations réelles ou potentielles pouvant influencer son jugement professionnel ou son objectivité ou qui en laisserait l'impression à un observateur bien renseigné.

Il est requis de faire état, sur la formule Renseignements sur l'actif (voir Circulaire d'information no. 19) s'il existe ou non une situation de conflit d'intérêts.

**INFORMATION  
STATEMENT**  
SUPERINTENDENT OF BANKRUPTCY

**CIRCULAIRE  
D'INFORMATION**  
SURINTENDANT DES FAILLITES

**ADDEMDUM TO INFORMATION STATEMENT**

**No. 16**

We have been informed that, in certain instances, the copy of forms 15 and 96 included in Information Statement no. 16 were not adequate to ensure a high quality of reproduction.

To rectify this situation, you will find attached herewith improved copies of these forms which may be used as a specimen to be reproduced.

It should be noted that the Superintendent of Bankruptcy will not be providing stocks of these forms and trustees must see to their own needs.

**ADDENDA AU CIRCULAIRE D'INFORMATION**

**No. 16**

Il appert que les copies des formules 15 et 96, comprises dans la Circulaire d'information no. 16, se sont, dans certains cas, avérées inadéquates pour assurer une reproduction de qualité.

Pour rectifier la situation, nous vous transmettons sous pli de meilleures copies de ces formules qui peuvent servir pour fin de reproduction.

Il y aurait lieu de noter que le Surintendant des faillites ne fournira pas ces formules et il en revient aux syndicats de pourvoir à leurs besoins.

Form 15

APPLICATION OF TRUSTEE FOR DISCHARGE  
( Section 23 )

--

I hereby apply to the Court for an order of discharge with respect to the above estate and for a release of the security provided by the undersigned pursuant to subsection 12(1) of the Bankruptcy Act.

I certify that I have observed the terms of Rule 64(2) of the Bankruptcy Rules.

Date	Trustee
	Signature of Trustee

Formule 15

DEMANDE DE LIBERATION DU SYNDIC  
( article 23 )

Dans l'affaire de la faillite de
----------------------------------

Je, par les présentes, demande au tribunal une ordonnance de libération relative à l'actif susdit et une remise de la garantie fournie par le soussigné en conformité du paragraphe 12(1) de la Loi sur la faillite.

Je certifie que je me suis conformé aux dispositions de la Règle 64(2) des Règles régissant la faillite.

Date	Syndic
	Signature du Syndic

**REPORT OF TRUSTEE ON BANKRUPT'S APPLICATION FOR DISCHARGE**  
(subsection 140(1))

Form 96

the Matter of the Bankruptcy of \_\_\_\_\_

Date of Bankruptcy \_\_\_\_\_  
Court Number \_\_\_\_\_

Matrimonial Status \_\_\_\_\_ Dependents \_\_\_\_\_ Type of Employment \_\_\_\_\_

	Amount of Liabilities			Amount required to be deposited by the bankrupt as per voluntary agreement	Excess of income over current guidelines issued by the Superintendent of Bankruptcy
	Secured	Preferred	Unsecured		
Declared	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____ / Month
Unsecured	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	

Description	Amount of Assets			Anticipated Rate of Dividends	
	Value as per Stat. of Affairs	Amount Realized	Est. of Assets to be Realized	Preferred Creditors	Unsecured Creditors
	\$ _____	\$ _____	\$ _____		%
<b>TOTAL</b>					

Causes of Bankruptcy \_\_\_\_\_

Trustees imposed on bankrupt under the Bankruptcy Act satisfactorily performed? If No, provide details  No  Yes

Conduct of the bankrupt, before or after bankruptcy, subject to censure? If Yes, provide details  Yes  No

Bankrupt committed any offence in connection with his bankruptcy? If Yes, provide details  Yes  No

Assets of the bankrupt are of a value equal to fifty cents in the dollar on the amount of unsecured liabilities (Paragraph 143(1) (a) of the Bankruptcy Act)?  Yes  No

Other facts, matters or circumstances that would justify the Court in refusing an unconditional order of discharge. If Yes, provide details  Yes  No

Other pertinent information (i.e. exceptional personal circumstances, etc. . . . )  Yes  No

I certify that the notice annexed as Exhibit "A" was sent to the bankrupt, the Superintendent and the creditors appearing in the list annexed as Exhibit "B" within the period provided under subsection 139(6) of the Bankruptcy Act.

Trustee to the Estate	Signature of Trustee _____
	Date: _____

**RAPPORT DU SYNDIC SUR LA DEMANDE DE LIBERATION DU FAILLI**  
(paragraphe 140(1))

Formule 96

Dans l'affaire de la faillite de

Date de la faillite

---

Numéro de la cour

Etat civil	Personnes à charge	Emploi
------------	--------------------	--------

Montant du passif			Montant devant être déposé par le failli selon son engagement volontaire	Excédent du revenu en sus des normes courantes émises par le Surintendant des faillites
	Garanti	Privilégié		
Déclaré	\$	\$	\$	/ Mois
Prouvé	\$	\$	\$	

Montant de l'actif				Taux anticipé de dividende	
Description	Valeur au bilan	Montant réalisé	A être réalisé	Créanciers privilégiés	Créanciers non-garantis
	\$	\$	\$		
<b>TOTAL</b>					

Causes de la faillite

Le failli a-t-il rempli de façon satisfaisante les devoirs que lui impose la Loi sur la faillite? Si non, fournir détails pertinents  Non  Oui

La conduite du failli, tant avant ou après la faillite, est-elle répréhensible? Si oui, fournir détails pertinents  Oui  Non

Le failli a-t-il commis une infraction à l'égard de sa faillite? Si oui, fournir détails pertinents  Oui  Non

La valeur des avoirs du failli est égale à cinquante cents par dollar de ses obligations non garanties (Par. 143(1) (a) de la Loi sur la faillite)?  Oui  Non

Autres faits, incidents ou circonstances qui justifieraient le tribunal de refuser une ordonnance de libération pure et simple. Si oui, fournir détails pertinents  Oui  Non

Autres renseignements pertinents (e.g. circonstances personnelles exceptionnelles, etc. . . . )  Oui  Non

J'atteste que l'avis ci-annexé comme Pièce "A" a été expédié au failli, au Surintendant et aux créanciers dont le nom apparaît à la Pièce "B" ci-annexée, dans les délais prévus au paragraphe 139(6) de la Loi sur la faillite.

Syndic au dossier	Signature du Syndic
	Date:

**INFORMATION  
STATEMENT  
SUPERINTENDENT OF BANKRUPTCY**

N°21

**JOINT ASSIGNMENTS**

**Issued: October 27, 1981**

The purpose of this Information Statement is to outline the position of the Superintendent of Bankruptcy with regard to the filing of joint assignments.

Joint assignments provide financial savings for both the debtor and the trustee by reducing duplicate costs and procedures.

Joint assignments will be accepted by the official receiver where *all* of the following conditions are met:

- (a) the debtors are legally married to one another (common law relationships are not admissible);
- (b) the debts and assets are of a similar nature; and
- (c) where one of the spouses has business debts,
  - the business debts of that spouse do not exceed 50% of the total liabilities; and
  - there are no assets available from the business.

If *all* of the above conditions cannot be met, the assignments must be filed separately.

**CIRCULAIRE  
D'INFORMATION  
SURINTENDANT DES FAILLITES**

N°21

**CESSIONS CONJOINTES**

**Émise: le 27 octobre 1981**

Le but de cette Circulaire d'information est d'énoncer la position du Surintendant des faillites relativement au dépôt de cessions conjointes.

Les cessions conjointes assurent des économies tant pour le débiteur que pour le syndic en limitant le dédoublement des coûts et des procédures.

Les cessions conjointes seront acceptées par le séquestre officiel lorsque *toutes* les conditions suivantes sont présentes:

- a) les débiteurs sont légalement mariés l'un à l'autre (les situations de vie commune ne sont pas admissibles);
- b) les dettes et les actifs sont sensiblement du même genre; et
- c) lorsque l'un des conjoints a des dettes d'affaires,
  - les dettes d'affaires de ce conjoint ne dépassent pas 50% du total des dettes; et
  - il n'y a pas d'actif disponible provenant de l'entreprise.

Si *toutes* les conditions ci-dessus ne sont pas présentes, les cessions doivent être déposées séparément.

**TRUSTEE GENERAL BOND AND INDIVIDUAL  
ESTATE BOND**

Issued: December 11, 1981

**GENERAL BOND - (SUBSECTION 9(1) OF THE BANKRUPTCY  
ACT)**

1. The present policy regarding trustees' general bonds was established in 1966 in Bulletin 1966-6 to Trustees. The amount of general bond was then fixed at \$25,000. Although the bulletin was not re-issued when the bulletins were revised, it still serves as the basis for fixing the general bond.
2. The \$25,000. general bond is presently required from all trustees. Corporate Trustees must provide a joint bond in an amount of \$25,000. plus \$12,500 for each licensed person acting on behalf of the corporate entity.
3. Since then, there have been major modifications in the licensing of trustee policy and the manner under which estates are administered.

**POLICY**

4. The following policy will henceforth apply regarding the amount of the general bond to be provided by trustees pursuant to subsection 9(1) of the Act:
  - (a) All trustees are required to provide a general bond in the amount of \$100,000. issued by a recognized guaranty company;
  - (b) A corporate trustee, irrespective of the number of licensed persons acting within the corporate entity, will provide a general bond in the amount of \$100,000. to cover the estates of all the individuals operating under the corporate entity;
  - (c) A licensed person operating within a corporate structure is not required to provide a general bond on his personal behalf in addition to the \$100,000. bond provided by the corporate trustee;
  - (d) Trustees acting under a partnership agreement may, by advising the Superintendent in writing of the said partnership, provide a bond in the amount of \$100,000. to cover all the said partners;
  - (e) A trustee who is inactive and has no estates under administration may be exempted by the Superintendent from providing the said general bond on the condition that he undertake in writing not to accept any estates and that, prior to accepting any estate, he will notify the Superintendent and provide the required general bond;

**CAUTIONNEMENT GÉNÉRAL DU SYNDIC ET  
CAUTIONNEMENT DE L'ACTIF**

Émise: le 11 décembre 1981

**CAUTIONNEMENT GÉNÉRAL - (PARAGRAPHE 9(1) DE LA LOI  
SUR LA FAILLITE)**

1. La politique visant le cautionnement général devant être fourni par les syndicats date de 1966 et était énoncée dans le Bulletin au syndic 1966-6. Le montant du cautionnement était alors fixé à \$25,000. Bien que le bulletin en question n'a pas été émis à nouveau lorsque les bulletins ont été révisés, il sert encore comme barème pour déterminer le cautionnement à être fourni par les syndicats.
2. Un cautionnement de \$25,000. est présentement requis de tous les syndicats. Les corporations détenant une licence doivent fournir un cautionnement conjoint au montant de \$25,000. plus \$12,500 pour chacun des particuliers détenant une licence et agissant pour le compte du syndic corporatif.
3. Depuis lors, il y a eu des modifications majeures dans la politique d'émission de licences ainsi que dans la manière que les actifs sont administrés.

**POLITIQUE**

4. La politique suivante s'appliquera dorénavant relativement au montant de cautionnement général devant être fourni par les syndicats aux termes du paragraphe 9(1) de la Loi:
  - a) Tous les syndicats sont requis de fournir un cautionnement général de \$100,000. émis par une compagnie de garantie reconnue;
  - b) Une corporation détenant une licence, indépendamment du nombre de particuliers détenant une licence agissant pour son compte, devra fournir un cautionnement général au montant de \$100,000. couvrant les dossiers administrés par tous les particuliers agissant pour le compte de la corporation;
  - c) Un particulier détenant une licence et agissant pour le compte d'un syndic corporatif n'est pas tenu de fournir un cautionnement personnel en sus du cautionnement de \$100,000. fourni par la corporation;
  - d) Les syndicats agissant dans une société en nom collectif peuvent, en avisant le Surintendant par écrit à l'effet qu'il y a société, fournir un cautionnement conjoint de \$100,000. pour les associés;
  - e) Un syndic inactif et n'ayant aucun dossier d'actif sous administration peut être exempté par le Surintendant de fournir ledit cautionnement à la condition qu'il s'engage par écrit à ne pas accepter de dossiers d'actifs et qu'avant d'accepter un dossier, il avisera le Surintendant et fournira le cautionnement général nécessaire;

- (f) Trustees will be expected to conform to these requirements within three (3) months of the issuance of this policy;
- (g) The Superintendent may, where circumstances warrant it, increase or decrease the amount of the general bond to be provided by a trustee.

**ESTATE BOND (SUBSECTION 12(1) OF THE BANKRUPTCY ACT)**

- 5. Estate bonds will be set in relation to the anticipated realization which will be available for distribution to the preferred and unsecured creditors.
- 6. Individual estate bonds are fixed at a conservative amount, based on the assets declared on the Statement of Affairs. The trustee should, at various intervals, review with the inspectors the adequacy of the security as required pursuant to subsection 94(13) of the Act and report any suggested modification to the official receiver.

- f) Les syndics devront se conformer aux exigences de la présente politique dans les trois (3) mois de la publication de celle-ci;
- g) Le Surintendant peut, lorsque les circonstances le justifie, augmenter ou réduire le montant du cautionnement général devant être fourni par un syndic.

**CAUTIONNEMENT DE L'ACTIF (PARAGRAPHE 12(1) DE LA LOI SUR LA FAILLITE)**

- 5. Les cautionnements de l'actif seront fixés en fonction de la réalisation anticipée qui sera disponible pour distribution aux créanciers privilégiés et non garantis.
- 6. Les cautionnements d'actifs sont fixés à un montant minimum, en s'appuyant sur les actifs déclarés au bilan. Le syndic devrait, à intervalles réguliers, examiner avec les inspecteurs la suffisance du cautionnement tel que requis au paragraphe 94(13) de la Loi et faire rapport de toutes modifications proposées au séquestre officiel.

**Address of Offices where Bankruptcy Proceedings are Filed**  
**Adresse des bureaux où les procédures de faillites sont déposées**

**British Columbia**

**Colombie Britannique**

Dept. of CCA  
Bankruptcy  
P.O. Box 10066  
Pacific Centre  
700 West Georgia Street  
**Vancouver, B.C.**  
V7Y 1E2

Tel: 604/666-2051

**Alberta**

Dept. of CCA  
Bankruptcy  
2919 - 5th Avenue N.E.  
Bag 60, Station J  
**Calgary, Alberta**  
T2A 4X4

Tel: 403/231-5607

Dept. of CCA  
Bankruptcy  
10225 — 100th Avenue  
**Edmonton, Alberta**  
T5J 0A1

Tel: 403/420-2476

**Saskatchewan**

Dept. of CCA  
Bankruptcy  
2212 Scarth Street  
**Regina, Saskatchewan**  
S4P 2J6

Tel: 306/569-5391

Dept. of CCA  
Bankruptcy  
3421 — 8th Street East  
**Saskatoon, Saskatchewan**  
S7H 0W5

Tel: 306/665-4298

**Manitoba**

Dept. of CCA  
Bankruptcy  
203 — 260 St. Mary Avenue  
**Winnipeg, Manitoba**  
R3C 0M6

Tel: 204/949-3229

**Ontario**

Dept. of CCA  
Bankruptcy  
3rd Floor  
Union Gas Building  
20 Hughson St. S.  
**Hamilton, Ontario**  
L8N 2A1

Tel: 416/523-2991

Dept. of CCA  
Bankruptcy  
217 York Street  
Third Floor  
**London, Ontario**  
N6A 1B7

Tel: 519/679-4034

Dept. of CCA  
Bankruptcy  
240 Bank Street  
Brunswick Building  
P.O. Box 2009  
Station "D"  
**Ottawa, Ontario**  
K1P 6A8

Tel: 613/995-2994

Dept. of CCA  
Bankruptcy  
767 Barrydowne Rd.  
**Sudbury, Ontario**  
P3A 3T6

Tel: 705/566-6770

Dept. of CCA  
Bankruptcy  
7th Floor  
25 St. Clair Avenue East  
**Toronto, Ontario**  
M4T 1M2

Tel: 416/966-6486

Min. C & C  
Faillites  
1410, rue Stanley  
9e étage  
**Montréal, Québec**  
H3A 1P8

Tél: 514/283-6192

**Québec**

Min. C & C  
Faillites  
Edifice de la Banque  
de Montréal  
800 Carré D'Youville  
Pièce 1801  
**Québec, Québec**  
G1R 3P4

Tél: 418/694-4280

Min. C & C  
Faillites  
1335 King ouest  
Bureau 402  
**Sherbrooke, Québec**  
J1J 2B8

Tél: 819/565-4724

**Atlantic Provinces**  
**Provinces de l'Atlantique**

Dept. of CCA  
Bankruptcy  
17th Floor, Queen Square  
45 Alderney Drive  
Dartmouth, Nova Scotia  
B2Y 2N6

Tel: 902/426-2900

## Statistics

## Statistiques

### BANKRUPTCIES

### FAILLITES

December 1981

décembre 1981

	Current Month <i>Mois courant</i>			Yearly to date <i>Cumul pour l'année</i>		
	Consumer Consommateur	Business Affaire	Total Total	Consumer Consommateur	Business Affaire	Total Total
Nfld./T.-N.	33	4	37	251	46	297
N.S./N.-É.	59	15	74	675	164	839
P.E.I./I.P.-É.	3	4	7	26	20	46
N.B./N.-B.	13	2	15	199	76	275
Quebec	580	305	885	7,031	3,306	10,337
Ontario	953	285	1,238	11,260	2,901	14,161
Manitoba	57	25	82	877	244	1,121
Saskatchewan	31	16	47	289	167	456
Alberta	132	51	183	1,441	619	2,060
B.C./C.B.	93	48	141	979	501	1,480
N.W.T./T.N.-O.	0	0	0	6	5	11
Yukon	0	2	2	2	6	8
<b>Canada</b>	<b>1,954</b>	<b>757</b>	<b>2,711</b>	<b>23,036</b>	<b>8,055</b>	<b>31,091</b>

### PROPOSALS

### PROPOSITIONS

December 1981

décembre 1981

	Current Month <i>Mois courant</i>	Yearly to date <i>Cumul pour l'année</i>
	Nfld./T.-N.	1
N.S./N.-É.	4	27
P.E.I./I.P.-É.	0	2
N.B./N.-B.	5	21
Québec	11	145
Ontario	8	80
Manitoba	2	21
Saskatchewan	0	2
Alberta	0	8
B.C./C.B.	10	83
N.W.T./T.N.-O.	0	0
Yukon	0	1
<b>Canada</b>	<b>41</b>	<b>392</b>

**BUSINESS BANKRUPTCIES REPORTED IN THE MONTH OF DECEMBER 1981, BY PROVINCE, BY TYPE OF  
INDUSTRY WITH LIABILITIES AND CUMULATIVE FIGURES**

**FAILLITES COMMERCIALES SIGNALÉES AU COURS DU MOIS DE DÉCEMBRE 1981, PAR PROVINCE, PAR GENRE  
D'INDUSTRIE AVEC PASSIFS ET DONNÉES CUMULATIVES**

**NEWFOUNDLAND/TERRE-NEUVE**

	Number <i>Nombre</i>	Current Month <i>Mois courant</i> Liabilities* <i>Passif</i> \$	Number <i>Nombre</i>	Yearly to Date <i>Cumul pour l'année</i> Liabilities* <i>Passif</i> \$
Primary Industries ..... <i>Industries primaires</i> .....	0	0	3	1,565,500
Manufacturing Industries ..... <i>Industries manufacturières</i> .....	1	350,000	5	544,000
Construction Industries ..... <i>Industries de la Construction</i> .....	0	0	4	184,000
Transportation, Communication & Other Utilities ..... <i>Transportation, Communication et</i> <i>autres services d'utilité publique</i> .....	0	0	4	155,500
Trade (Wholesale & Retail)..... <i>Commerce (de gros et de détail)</i> .....	2	199,500	14	800,500
Finance, Insurance and Real Estate..... <i>Finances, Assurance et Immeubles</i> .....	0	0	2	237,000
Services.....	1	21,000	14	2,318,000
<b>Total</b> .....	<b>4</b>	<b>570,500</b>	<b>46</b>	<b>5,804,500</b>

**NOVA SCOTIA/NOUVELLE-ÉCOSSE**

Primary Industries ..... <i>Industries primaires</i> .....	0	0	8	1,701,000
Manufacturing Industries ..... <i>Industries manufacturières</i> .....	3	440,000	30	5,649,000
Construction Industries ..... <i>Industries de la Construction</i> .....	0	0	16	705,500
Transportation, Communication & Other Utilities ..... <i>Transportation, Communication et</i> <i>autres services d'utilité publique</i> .....	1	18,500	11	368,000
Trade (Wholesale & Retail)..... <i>Commerce (de gros et de détail)</i> .....	7	1,933,000	42	5,085,000
Finance, Insurance and Real Estate..... <i>Finances, Assurance et Immeubles</i> .....	0	0	4	517,000
Services.....	4	580,500	53	6,004,000
<b>Total</b> .....	<b>15</b>	<b>2,972,000</b>	<b>164</b>	<b>20,029,500</b>

**PRINCE EDWARD ISLAND/ILE DU PRINCE-ÉDOUARD**

Primary Industries ..... <i>Industries primaires</i> .....	0	0	0	0
Manufacturing Industries ..... <i>Industries manufacturières</i> .....	1	79,000	3	263,000
Construction Industries ..... <i>Industries de la Construction</i> .....	1	105,000	3	152,500
Transportation, Communication & Other Utilities ..... <i>Transportation, Communication et</i> <i>autres services d'utilité publique</i> .....	0	0	1	150,000
Trade (Wholesale & Retail)..... <i>Commerce (de gros et de détail)</i> .....	0	0	2	192,000
Finance, Insurance and Real Estate..... <i>Finances, Assurance et Immeubles</i> .....	0	0	1	210,000
Services.....	2	186,000	10	757,000
<b>Total</b> .....	<b>4</b>	<b>370,000</b>	<b>20</b>	<b>1,724,500</b>

\*As declared by Debtors

\*Tel que déclarés par les débiteurs

**NEW BRUNSWICK/NOUVEAU-BRUNSWICK**

	Current Month <i>Mois courant</i>		Yearly to Date <i>Cumul pour l'annee</i>	
	Number <i>Nombre</i>	Liabilities* <i>Passif</i> \$	Number <i>Nombre</i>	Liabilities* <i>Passif</i> \$
Primary Industries ..... <i>Industries primaires</i> .....	0	0	6	1,143,000
Manufacturing Industries ..... <i>Industries manufacturières</i> .....	0	0	13	3,063,500
Construction Industries ..... <i>Industries de la Construction</i> .....	0	0	7	888,000
Transportation, Communication & Other Utilities ..... <i>Transportation, Communication et autres services d'utilité publique</i> .....	0	0	6	223,500
Trade (Wholesale & Retail)..... <i>Commerce (de gros et de détail)</i> .....	1	170,000	22	1,841,000
Finance, Insurance and Real Estate..... <i>Finances, Assurance et Immeubles</i> .....	0	0	2	6,059,000
Services.....	1	27,000	20	1,396,500
<b>Total</b> .....	<b>2</b>	<b>197,000</b>	<b>76</b>	<b>14,614,500</b>

**QUEBEC**

Primary Industries ..... <i>Industries primaires</i> .....	14	2,381,000	106	16,911,500
Manufacturing Industries ..... <i>Industries manufacturières</i> .....	41	19,103,000	297	113,392,500
Construction Industries ..... <i>Industries de la Construction</i> .....	27	2,792,000	471	59,629,000
Transportation, Communication & Other Utilities ..... <i>Transportation, Communication et autres services d'utilité publique</i> .....	7	592,000	144	17,566,000
Trade (Wholesale & Retail)..... <i>Commerce (de gros et de détail)</i> .....	89	9,761,000	1,151	127,630,000
Finance, Insurance and Real Estate..... <i>Finances, Assurance et Immeubles</i> .....	8	9,826,000	92	39,271,500
Services.....	119	15,241,500	1,045	134,707,650
<b>Total</b> .....	<b>305</b>	<b>59,696,500</b>	<b>3,306</b>	<b>509,108,150</b>

**ONTARIO**

Primary Industries ..... <i>Industries primaires</i> .....	16	2,430,000	175	26,525,000
Manufacturing Industries ..... <i>Industries manufacturières</i> .....	30	3,364,000	220	34,023,000
Construction Industries ..... <i>Industries de la Construction</i> .....	52	5,279,500	578	69,889,500
Transportation, Communication & Other Utilities ..... <i>Transportation, Communication et autres services d'utilité publique</i> .....	28	1,438,500	226	14,558,500
Trade (Wholesale & Retail)..... <i>Commerce (de gros et de détail)</i> .....	86	5,246,500	886	85,533,050
Finance, Insurance and Real Estate..... <i>Finances, Assurance et Immeubles</i> .....	15	3,732,000	111	30,215,000
Services.....	58	5,724,500	705	80,546,000
<b>Total</b> .....	<b>285</b>	<b>27,215,000</b>	<b>2,901</b>	<b>341,290,050</b>

\*As declared by Debtors

\*Tel que déclarés par les débiteurs

**MANITOBA**

	Current Month <i>Mois courant</i>		Yearly to Date <i>Cumul pour l'annee</i>	
	Number <i>Nombre</i>	Liabilities* <i>Passif</i> \$	Number <i>Nombre</i>	Liabilities* <i>Passif</i> \$
Primary Industries ..... <i>Industries primaires</i> .....	1	27,000	23	9,624,500
Manufacturing Industries ..... <i>Industries manufacturières</i> .....	3	354,000	24	3,937,000
Construction Industries ..... <i>Industries de la Construction</i> .....	7	391,000	44	3,445,000
Transportation, Communication & Other Utilities ..... <i>Transportation, Communication et</i> <i>autres services d'utilité publique</i> .....	3	143,000	23	1,733,000
Trade (Wholesale & Retail) ..... <i>Commerce (de gros et de détail)</i> .....	7	240,500	71	7,198,000
Finance, Insurance and Real Estate ..... <i>Finances, Assurance et Immeubles</i> .....	1	135,000	8	7,275,500
Services .....	3	169,000	51	6,188,500
<b>Total</b> .....	<b>25</b>	<b>1,459,500</b>	<b>244</b>	<b>39,401,500</b>

**SASKATCHEWAN**

Primary Industries ..... <i>Industries primaires</i> .....	4	652,000	24	3,242,000
Manufacturing Industries ..... <i>Industries manufacturières</i> .....	1	125,000	9	1,012,500
Construction Industries ..... <i>Industries de la Construction</i> .....	3	209,000	29	2,149,500
Transportation, Communication & Other Utilities ..... <i>Transportation, Communication et</i> <i>autres services d'utilité publique</i> .....	0	0	11	1,253,000
Trade (Wholesale & Retail) ..... <i>Commerce (de gros et de détail)</i> .....	3	402,000	54	4,257,000
Finance, Insurance and Real Estate ..... <i>Finances, Assurance et Immeubles</i> .....	0	0	1	75,000
Services .....	5	186,000	39	3,464,500
<b>Total</b> .....	<b>16</b>	<b>1,574,000</b>	<b>167</b>	<b>15,453,500</b>

**ALBERTA**

Primary Industries ..... <i>Industries primaires</i> .....	2	807,000	27	6,079,500
Manufacturing Industries ..... <i>Industries manufacturières</i> .....	2	940,000	37	6,078,000
Construction Industries ..... <i>Industries de la Construction</i> .....	8	1,112,000	144	25,110,500
Transportation, Communication & Other Utilities ..... <i>Transportation, Communication et</i> <i>autres services d'utilité publique</i> .....	6	472,500	90	6,632,000
Trade (Wholesale & Retail) ..... <i>Commerce (de gros et de détail)</i> .....	18	1,555,500	169	16,025,500
Finance, Insurance and Real Estate ..... <i>Finances, Assurance et Immeubles</i> .....	3	805,000	27	11,267,000
Services .....	12	1,399,000	125	20,779,500
<b>Total</b> .....	<b>51</b>	<b>7,091,000</b>	<b>619</b>	<b>91,972,000</b>

\*As declared by Debtors

\*Tel que déclarés par les débiteurs

**BRITISH COLUMBIA/COLOMBIE BRITANNIQUE**

	Current Month <i>Mois courant</i>	Liabilities* <i>Passif</i>	Yearly to Date <i>Cumul pour l'année</i>	Liabilities* <i>Passif</i>
	Number <i>Nombre</i>	\$	Number <i>Nombre</i>	\$
Primary Industries ..... <i>Industries primaires</i> .....	6	359,500	55	9,575,000
Manufacturing Industries ..... <i>Industries manufacturières</i> .....	4	376,000	43	4,046,500
Construction Industries ..... <i>Industries de la Construction</i> .....	14	1,370,000	107	19,130,000
Transportation, Communication & Other Utilities ..... <i>Transportation, Communication et autres services d'utilité publique</i> .....	3	207,500	32	2,342,500
Trade (Wholesale & Retail)..... <i>Commerce (de gros et de détail)</i> .....	12	10,042,000	147	30,471,000
Finance, Insurance and Real Estate..... <i>Finances, Assurance et Immeubles</i> .....	1	6,000,000	14	15,256,500
Services.....	8	739,500	103	25,281,000
<b>Total</b> .....	<b>48</b>	<b>19,094,500</b>	<b>501</b>	<b>106,102,500</b>

**NORTHWEST TERRITORIES/TERRITOIRES DU NORD-OUEST & YUKON**

Primary Industries ..... <i>Industries primaires</i> .....	0	0	0	0
Manufacturing Industries ..... <i>Industries manufacturières</i> .....	0	0	0	0
Construction Industries ..... <i>Industries de la Construction</i> .....	0	0	1	55,000
Transportation, Communication & Other Utilities ..... <i>Transportation, Communication et autres services d'utilité publique</i> .....	1	105,000	3	183,000
Trade (Wholesale & Retail)..... <i>Commerce (de gros et de détail)</i> .....	0	0	2	146,000
Finance, Insurance and Real Estate..... <i>Finances, Assurance et Immeubles</i> .....	0	0	0	0
Services.....	1	81,000	5	214,450
<b>Total</b> .....	<b>2</b>	<b>186,000</b>	<b>11</b>	<b>598,450</b>

**CANADA**

Primary Industries ..... <i>Industries primaires</i> .....	43	6,656,500	427	76,367,000
Manufacturing Industries ..... <i>Industries manufacturières</i> .....	86	25,131,000	681	172,009,000
Construction Industries ..... <i>Industries de la Construction</i> .....	112	11,258,500	1,404	181,338,500
Transportation, Communication & Other Utilities ..... <i>Transportation, Communication et autres services d'utilité publique</i> .....	49	2,977,000	551	45,165,000
Trade (Wholesale & Retail)..... <i>Commerce (de gros et de détail)</i> .....	225	29,550,000	2,560	279,179,050
Finance, Insurance and Real Estate..... <i>Finances, Assurance et Immeubles</i> .....	28	20,498,000	262	110,383,500
Services.....	214	24,355,000	2,170	281,657,100
<b>Total</b> .....	<b>757</b>	<b>120,426,000</b>	<b>8,055</b>	<b>1,146,099,150</b>

\*As declared by Debtors

\*Tel que déclarés par les débiteurs

**ORDERLY PAYMENT OF DEBTS (Part X, Bankruptcy Act)**  
**PAIEMENT MÉTHODIQUE DES DETTES (Partie X, Loi sur la faillite)**

Report for the month of November 1981 — Rapport du mois de novembre 1981	Participating Provinces — Provinces Participantes						
	British Columbia — Colombie Britannique	Alberta — Alberta	Saskatchewan — Saskatchewan	Manitoba — Manitoba	Nova Scotia — Nouvelle-Écosse	Prince Edward Island — Île du Prince Édouard	Total
Total number of Consolidation Orders made by the Court during the month.....	25	26	3	5	22	5	86
Nombre total des ordonnances de fusion émises par la cour durant le mois.....							
Total amount paid into court on all consolidation orders during the month .....	139,237.43	112,970.70	21,994.85	15,032.29	80,850.48	9,107.61	379,193.36
Montant versé à la cour durant le mois relativement à tous les ordonnances de fusion .....							
Total amount distributed to registered creditors under all consolidation orders during the month.....	5,445.70	0	49,591.90	14,655.86	79,791.67	9,107.61	158,592.74
Montant distribué durant le mois aux créanciers inscrits sous les ordonnances de fusion .....							
Total number of terminations and defaults during the month .....	23	35	2	5	23	0	88
Nombre total de cas complétés ou annulés durant le mois .....							

## Trustee Licences issued during the month of December

### 1. Corporate Trustee

The following corporation has been issued a corporate trustee licence under the Bankruptcy Act:

Trottier, Michaud, Guay & Associés Inc.,  
108 Wellington Street North,  
Bureau 300,  
**Sherbrooke**, Québec.  
J1H 5B8

Tel: (819) 563-2166

Date: December 18, 1981

Jurisdiction: **All Provinces of Canada, the Yukon and the Northwest Territories**

## Licences de syndic émises au cours du mois de décembre

### 1. Syndic corporatif

Une licence de syndic en matière de faillite a été émise à la corporation suivante:

Trottier, Michaud, Guay & Associés Inc.,  
108 nord, rue Wellington,  
Bureau 300,  
**Sherbrooke**, Québec.  
J1H 5B8


Tél: (819) 563-2166

Date: le 18 décembre 1981

Jurisdiction: **Toutes les provinces du Canada, le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest**



R HARRINGTON 460 PAGE 29  
THE LIBRARY MISS E R 075971-8  
PL. DU PORTAGE, 12TH FLOOR  
HULL VICTORIA ST  
PQ

 Canada Post / Postes Canada  
Postage paid / Port payé

**Third / Troisième class / classe**  
**K1A 0S7**  
**Ottawa, Canada**

*If undelivered, return COVER ONLY to Canadian Government Printing Office, Supply and Services Canada, 45 Sacré-Coeur Boulevard, Hull, Québec, Canada, K1A 0S7*

*En cas de non-livraison, retourner cette COUVERTURE SEULE Imprimerie du gouvernement canadien, Approvisionnement et Services Canada, 45, boulevard Sacré-Coeur, Hull, Québec, Canada, K1A 0S7*

CONFIDENTIAL  
10 MAR 15 1978 10



**Consumer and Corporate Affairs Canada**

**Consommation et Corporations Canada**

